

Essai sur le Régime Juridique en France du Médicament Vétérinaire

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Médecine Générale
et Coloniale et de Pharmacie de Marseille

le 29 Juin 1940

PAR

César, Amélien IPERTI

Né le 2 Décembre 1898, à MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)

Licencié en Droit

Pharmacien de 1^{re} Classe

Ancien Préparateur à l'Ecole de Médecine

Pharmacien-Lieutenant de Réserve

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN PHARMACIE

Examinateurs de la Thèse	{	MM. VIGNOLI, président	{	assesseurs
		F. MERCIER		
		COTTE		
		DELPHAUT		

LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1940

FACULTÉ MIXTE
DE
MEDECINE GENERALE ET COLONIALE ET DE PHARMACIE
DE MARSEILLE N°

Essai sur le Régime Juridique en France du Médicament Vétérinaire

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Médecine Générale
et Coloniale et de Pharmacie de Marseille

le 29 Juin 1940

PAR

César, Amélien IPERTI

Né le 2 Décembre 1898, à MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)

Licencié en Droit

Pharmacien de 1^{re} Classe

Ancien Préparateur à l'Ecole de Médecine

Pharmacien-Lieutenant de Réserve

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN PHARMACIE

Examineurs de la Thèse	{	MM. VIGNOLI, président	{	assesseurs
		F. MERCIER		
		COTTE		
		DELPHAUT		

LYON
BOSC Frères M. & L. RIOU
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
42, Quai Gailleton, 42

—
1940

PERSONNEL DE LA FACULTE MIXTE
DE
MÉDECINE GÉNÉRALE ET COLONIALE ET DE PHARMACIE DE MARSEILLE

Doyen : Lucien CORNIL

Assesseur : A. CHEVALLIER

Doyen honoraire : L. IMBERT

Professeurs honoraires : MOITESSIER, CASSOUTE

Chargés de Cours honoraires : TIAN, BRUN

Secrétaire : J. COMTE

Bibliothécaire : M^{lle} GEORGE

Professeurs :

<i>Anatomie</i>	CORSY
<i>Anatomie pathologique et Pathologie expérimentale.</i>	CORNIL
<i>Bactériologie</i>	ROUSLACROIX
<i>Chimie analytique et hydrologie</i>	RIMATTEI
<i>Chimie médicale</i>	ROCHE
<i>Clinique chirurgicale</i>	FIOLLE
<i>Clinique chirurgicale</i>	BOURDE
<i>Clinique exotique</i>	HECKENROTH
<i>Clinique des maladies nerveuses</i>	ROGER
<i>Clinique médicale</i>	AUDIBERT
<i>Clinique médicale</i>	OLMER
<i>Clinique médicale</i>	MATTEI
<i>Clinique médicale infantile</i>	GIRAUD
<i>Clinique obstétricale</i>	VAYSSIÈRE
<i>Clinique ophtalmologique</i>	AUBARET
<i>Clinique Oto-Rhino-Laryngologique</i>	BREMOND
<i>Clinique urologique</i>	CHAUVIN
<i>Histoire naturelle</i>	GABRIEL
<i>Histologie</i>	ROMIEU
<i>Hygiène générale et coloniale</i>	VIOLLE
<i>Médecine légale</i>	MOSINGER
<i>Parasitologie</i>	JOYEUX
<i>Pathologie interne</i>	MONGES
<i>Pharmacodynamie et Matière médicale</i>	F. MERCIER
<i>Pharmacie</i>	VIGNOLI
<i>Physiologie</i>	COTTE
<i>Physique</i>	CHEVALLIER
<i>Thérapeutique</i>	GAUJOUX
<i>Stomatologie (Professeur sans chaire)</i>	BELTRAMI
<i>Physiologie (Professeur sans chaire)</i>	MALMEJAC



Chargé de cours :

Clinique dermatologique VIGNE

Agrégés en exercice :

MM. J. PIERI
JAYLE
MOIROUD
CARCASSONNE
BERTHIER
POINSO
DUBOULOZ
SAUTET
BALANSARD
BRAHIC
FIGARELLA

MM. SALMON
PAILLAS
ARNOUX
DELPHAUT
IMBERT
AUDIER
CHOSSON
DOR
RECORDIER

Agrégé libre :

M. QUINTARET

Chargé des fonctions d'agrégé :

Chimie médicale DERRIEN

Chargés de Cours complémentaires :

<i>Anatomie descriptive et topographique</i>	SALMON
<i>Chimie minérale</i>	ARNOUX
<i>Pharmacie chimique</i>	DELPHAUT
<i>Pharmacodynamie et chimiothérapie</i>	DELPHAUT
<i>Médecine du travail</i>	PERIOT
<i>Microbiologie</i>	QUINTARET
<i>Médecine opératoire</i>	DOR
<i>Psychiatrie</i>	ALLIEZ
<i>Obstétrique</i>	CHOSSON
<i>Toxicologie</i>	GUILLOT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MEMOIRE DE MA GRAND'MERE

DE MON PERE

DE MA MERE

A MA FEMME

A MA FILLE

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

Monsieur le Professeur VIGNOLI

Qui, après en avoir inspiré le sujet, nous a guidé et encouragé dans l'accomplissement de ce travail.

Hommage de respectueuse gratitude.

A Messieurs les Professeurs MERCIER.

COTTE et DELPHAUT, qui ont bien voulu accepter de faire partie de notre Jury de thèse,

Hommage de respectueuse reconnaissance.

Essai sur le régime juridique en France du médicament vétérinaire

INTRODUCTION

Le but de la présente étude est de montrer les inconvénients et les dangers que présentent, en l'état actuel de la législation française, la préparation, la circulation et le débit des médicaments destinés aux animaux.

Précisons d'abord qu'il n'existe pas de pharmacie spécifiquement vétérinaire. En tête de son « *Traité de Pharmacie Galénique* » le Doyen Astruc définit la Pharmacie : « Un ensemble de connaissances techniques et scientifiques ayant pour but essentiel la « préparation des médicaments ». Comme nous le verrons mieux au cours de ce travail la destination du médicament n'est qu'accessoire. Le terme de pharmacie vétérinaire est cependant fréquemment utilisé, pour la commodité du langage, pour désigner les opérations ayant trait à la fabrication et au commerce des médicaments destinés aux animaux; c'est dans ce sens que nous l'emploierons nous-même.

Nous examinerons d'abord les points qui font l'objet d'une réglementation et les lacunes que présente encore notre législation dans ces parties; nous verrons à ce sujet l'abandon dans lequel ont été laissées les

prescriptions du Codex. Nous montrerons ensuite les abus auxquels a donné naissance le régime de liberté actuel et les restrictions que l'autorité administrative a crû pouvoir y apporter sans fondement légal.

Pour placer cette étude dans son cadre naturel, nous la ferons précéder d'un rapide exposé des conditions d'exercice en France de la Médecine vétérinaire.

Nous indiquerons en terminant les conditions qui nous paraissent nécessaires à l'établissement d'un régime normal de cette partie de la pharmacie.

PLAN

— Le Régime juridique en France de la Médecine Vétérinaire.

— Le Régime des substances vénéneuses.

— Le Codex.

— Les Vaccins et sérums destinés aux Animaux.

— Le Remède Secret Moralité de la Profession Pharmaceutique. Médicaments destinés à la médecine humaine sous le couvert d'une prétendue utilisation en médecine vétérinaire.

— Conclusions.

CHAPITRE PREMIER

REGIME JURIDIQUE EN FRANCE DE LA MEDECINE VETERINAIRE

Le premier texte que nous trouvons en droit moderne, est le décret du 15 janvier 1813 (Voir extraits, annexe N° 1) sur l'enseignement et l'exercice de l'art vétérinaire, qui établissait deux classes de vétérinaires : les maréchaux-vétérinaires qui devaient avoir suivi des cours dans l'une des Ecoles Impériales (1) pendant trois années et les médecins-vétérinaires qui étaient astreints à une scolarité supplémentaire de deux années à l'Ecole d'Alfort, seule Ecole de 1^{re} Classe (art. 5 et 6). Aucun privilège n'était attaché au brevet de vétérinaire, sauf en matière administrative dans les cas prévus par les articles 14 à 17 (2).

L'article 15 prévoyait que dans chaque chef-lieu de département pourrait être nommé un médecin-vétérinaire, astreint à la résidence et appointé qui serait tenu de former dans un atelier de maréchalerie des

(1) Alfort, Lyon et Turin; celles d'Aix-la-Chapelle et Zutphen dans le département de l'Issel-Supérieur, — actuellement Pays-Bas — demeurèrent à l'état de projet et ne furent pas créées.

(2) Aux termes de l'art. 14, les médecins et maréchaux vétérinaires devaient seuls être employés par les autorités civiles et militaires pour le traitement des animaux malades.

élèves auxquels il pourrait délivrer, après 2 années d'apprentissage, un certificat de « maréchal-expert ». Des dispositions analogues étaient prévues par les articles 16 et 17 pour les chefs-lieux d'arrondissement et certaines autres villes, mais l'enseignement pratique devait y être donné par un maréchal-vétérinaire. Il ne semble pas que la formation des maréchaux-experts, si elle a été réalisée dans la pratique ⁽³⁾, ait pris une grande extension.

Si le décret du 15 janvier 1813 fixait les conditions d'attribution des titres de médecin et maréchal-vétérinaire, il ne créait pas l'enseignement de la médecine des animaux qui était déjà donnée dans les Ecoles vétérinaires fondées par Bourgelat, à Lyon en 1763, et à Alfort en 1766.

La dualité des diplômes de médecin et de maréchal vétérinaires fut abolie par l'article 19 de l'ordonnance du 1^{er} septembre 1825, aux termes duquel les élèves qui, justifiant de quatre années d'études dans une des trois Ecoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon ou de Toulouse, seraient reconnus par le jury de l'Ecole en état d'exercer la médecine des animaux, recevraient un diplôme leur permettant de prendre le titre de vétérinaire.

Mais si la loi réglementait la délivrance du diplôme, la profession demeurerait inorganisée « pouvant être exercée librement par toute personne sans aucune condition d'étude ou de diplôme » ; c'est dans

(3) Cf. pour la négative, déclaration de M. Moreau à la Chambre des Députés, le 28 janvier 1938. *J. O.*, page 149. Par contre, la circulaire ministérielle du 20 mai 1853 mentionne les maréchaux-experts parmi les personnes qui exercent, à cette époque, la médecine vétérinaire.

ces termes précis que s'exprime la Cour de Cassation (17.7.1867 S. 67-1-436) sanctionnant une jurisprudence bien établie et une doctrine administrative très ferme (4).

« L'art — ou la science — de guérir les animaux va
« nous offrir l'exemple d'une profession ouverte à
« tous, en principe, alors que le titre qui, à première
« vue, semble désigner ceux qui exercent cette profes-
« sion, sera en réalité, réservé exclusivement à une
« catégorie de bénéficiaires bien déterminée » (5).

Pour le législateur, il ne semblait pas qu'il put être porté atteinte sans nécessité aux droits du propriétaire, ce que l'art. 544 du Code civil déclare d'une manière générale « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ». Le propriétaire pouvait, à son gré, abattre ou soigner comme il l'entendait l'animal malade qui ne lui donnait pas entière satisfaction ou dont le rendement lui paraissait insuffisamment rémunérateur, quand il ne l'élevait pas uniquement en vue de tirer des ressources de la vente de sa dépouille.

Evidemment, le propriétaire est le plus intéressé à tirer de son animal le produit maximum et, pour cela, à le soigner, quand il est malade et même à améliorer son rendement par une hygiène et une prophylaxie

(4) « Il y a des empiriques qui, sans aucun titre, se livrent au traitement des animaux domestiques, aucune disposition ne s'opposant jusqu'à présent à l'exercice de cette espèce d'industrie. » (Circulaire du 20 mai 1853 sur l'application de l'ordonnance du 29 octobre 1846 à l'art vétérinaire.)

(5) Mouillesaux de Bernières : Le régime juridique de la Médecine et de la Pharmacie vétérinaires, p. 5.

bien comprises; toutes choses pour lesquelles il pouvait, s'il le jugeait bon, recourir aux conseils éclairés d'un vétérinaire, appliquant des techniques déduites des connaissances scientifiques acquises pendant son séjour dans une de nos Ecoles Nationales Vétérinaires.

Tout ceci allait très bien tant qu'il ne s'agissait pas de maladies contagieuses, dont certaines se montrent particulièrement redoutables. Fallait-il continuer à admettre que l'entêtement, la carence, l'insouciance ou l'impécuniosité d'un propriétaire puisse causer la ruine d'une région entière ? L'empirisme, avec ses méthodes désuètes pouvait, au contraire, aider la propagation de l'épidémie plus que faciliter son extinction (6).

Pour lutter efficacement contre ces épidémies, il fallait tout à la fois appliquer correctement au bétail contaminé des traitements reconnus scientifiquement efficaces et l'isoler en employant des mesures de police sévères, qui peuvent comporter la fermeture des étables et même l'abatage du bétail. Il s'agissait de coordonner des prescriptions médicales et des mesures administratives, de les imposer si besoin était. C'est dans ces dispositions qu'il faut rechercher le fondement de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux qui est venu apporter la première

(6) Cf. l'exposé de M. Mitton, rapporteur devant la Chambre des Députés du projet devenu la loi du 17 juin 1938 « Ignorant tout « de l'anatomie et de la physiologie des animaux domestiques, « étant généralement dépourvus de toute connaissance médicale, « ces guérisseurs, simples artisans, fondent les traitements qu'ils « préconisent uniquement sur une pratique aveugle, une vieille routine, bien plus propre à aggraver les maladies qu'à les guérir. » J. O. du 29 janvier 1938, page 147.

restriction en matière de médecine vétérinaire, qui cessait ainsi d'être absolument libre (7).

Par son article 12, parag. 1, ainsi conçu elle pose le principe de la nouvelle réglementation : « l'exercice de « la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux est interdit à quiconque n'est « pas pourvu de diplômes de vétérinaire ». Les cas d'application de la nouvelle législation étaient strictement limités aux maladies contagieuses énumérées dans l'article 1^{er} de la loi, liste susceptible d'être augmentée ou modifiée par décret rendu sur le rapport du Ministre de l'Agriculture après avis du Comité consultatif des épizooties (8).

(2) Sous l'Ancien Régime, les maladies contagieuses avaient déjà retenu l'attention des pouvoirs publics et des mesures sanitaires fragmentaires avaient déjà été prises (Arrêts du Conseil du Roi des 10 avril et 16 septembre 1714. Ordonnances des 6 janvier 1739, 8 juillet 1763, 10 janvier 1776, 16 juillet 1784. Voir à ce sujet le chapitre des maladies contagieuses du xv^e au xviii^e siècle dans la belle « Histoire de la Médecine Vétérinaire » de Leclainche. La loi polonaise de 1884 est la première législation d'ensemble établie en Europe en matière de lutte contre les maladies épizootiques.

(8) Dans sa teneur actuelle, l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1881, devenu l'article 29 de la loi du 21 juin 1898 formant le titre 1^{er} du livre III, du Code Rural intitulé de la Police Rurale, modifié lui-même par l'article 2 de la loi du 7 juillet 1933 et complété par le décret du 12 juillet 1937, énumère les maladies ci-après qui, réputées contagieuses, donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire :

La rage dans toutes les espèces; la peste bovine dans toutes les espèces de ruminants; la péripneumonie; la péripneumonie contagieuse, le charbon symptomatique et l'anaplasmose dans l'espèce bovine; la tuberculose des bovidés dans les conditions fixées par décret sur la proposition du Ministère de l'Agriculture et après avis du Comité consultatif des Epizooties, conformément à l'article 18 de la présente loi; la clavelée dans l'espèce ovine; la méliotococcie dans l'espèce ovine et dans l'espèce caprine; les gales dans les espèces ovine et caprine et chez les équidés; la fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine; la morve et la dourine chez les équidés; la fièvre charbonneuse chez les équidés et dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine; le rouget et les pneumo-entérites infectieuses dans l'espèce porcine; la loque, l'acariose et la nosémose des abeilles; la psittacose, chez toutes les espèces d'oiseaux.

Comme nous le verrons plus en détail au chapitre II de la présente étude, si la médecine vétérinaire était demeurée entièrement libre jusqu'en 1881 un droit exclusif avait cependant été reconnu aux vétérinaires diplômés en matière de prescription des substances vénéneuses. Déjà le législateur s'était rendu compte du danger qu'il y avait à laisser circuler et manipuler sans contrôle des produits toxiques sous le couvert d'une destination vétérinaire.

L'ordonnance royale du 29 octobre 1846 rendue en application des dispositions de la loi du 19 juillet 1845 réservait la vente des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine aux seuls pharmaciens et ceux-ci ne pouvaient délivrer les dites substances même destinées aux animaux que sur présentation de l'ordonnance d'un vétérinaire breveté. Ce règlement d'administration publique enlevait ainsi aux empiriques, qui continueront à exercer leur profession dans le champ qui sera laissé à leur activité par la loi du 21 juillet 1881, le droit de prescrire aucune des substances toxiques énumérées dans le tableau unique annexé à l'ordonnance.

Une autre restriction, très limitée quant à son objet, mais très importante par la question de principe qu'elle pose, est celle qui est résultée de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes, qui a réservé aux seuls vétérinaires le droit de détenir et de faire usage des préparations destinées au diagnostic, à la prévention ou au traitement de la tuberculose des animaux.

La mesure toute spéciale qui vise la vente et l'inoculation de la tuberculine est née du désir du législateur d'assurer un contrôle rigoureux de l'utilisation de ce mode de dépistage de la tuberculose qui, d'après les déclarations faites à la tribune du Sénat, lors du vote de la loi, aurait été utilisé à des fins rien moins que scientifiques. M. le sénateur Eugène Milliès-Lacroix s'est exprimé sans ambiguïté sur ce sujet : « Les « courtiers n'auront plus la facilité de se procurer de « la tuberculine pour faire que les animaux, tantôt « réagissent, et tantôt ne réagissent pas ! » (*Journal officiel*. Débats parlementaires. Séance du 30 juin 1933, page 1.585). Auparavant ce même sénateur avait fait le procès de certains vétérinaires, au sujet des dites mesures de tuberculinisation : « Je parle de quelques vétérinaires très habiles qui avaient aperçu « tout le parti que l'on pouvait tirer de la seringue » (*J. O.*, page 1.584).

La réglementation intervenue telle qu'elle résulte de l'application de l'article 8 de la loi du 7 juillet 1933, des articles 23, 24 et 25 du règlement d'administration publique du 29 septembre 1935 et de l'arrêté du 6 août 1936, est fort stricte et permet de suivre la tuberculine depuis sa fabrication ou son importation : autorisation préalable du Ministre de l'Agriculture rendue après avis du Comité consultatif des épizooties, cession directe aux vétérinaires, inscription des réceptions et des utilisations sur un registre *ad hoc* à conserver pendant 10 ans, contrôle de l'utilisation exercé par le Directeur départemental des Services vétérinaires.

Ces mesures facilitent évidemment un contrôle *a posteriori* qui était impossible avant le vote de la loi, mais tous les vétérinaires seront d'accord avec nous pour reconnaître que, si elles permettent à un praticien honnête de justifier ses opérations (une simple omission pourra cependant le faire suspecter !) elles n'empêcheront pas « les vétérinaires habiles » dont parlait M. le sénateur Milliès-Lacroix d'avoir toujours à leur disposition une provision de tuberculine puisque c'est le praticien qui fait application du remède qui inscrit les sorties dans ses écritures : la correspondance peut toujours être obtenue.

Un résultat aussi efficace aurait été atteint en laissant la tuberculine à sa place, c'est-à-dire dans l'officine du pharmacien, la soumettant à une réglementation analogue à celle d'une des substances vénéneuses du tableau B, l'héroïne par exemple, et en obligeant ainsi le vétérinaire à s'en approvisionner chez le pharmacien de sa commune. Le contrôle aurait été plus rapide et plus efficace puisqu'il aurait suffi de rapprocher les écritures des deux praticiens..

Ajoutons, à titre documentaire, que la loi du 7 juillet 1933 a prévu dans son article 20 des mesures transitoires pendant 5 ans; à défaut de vétérinaire, les Directeurs des Services vétérinaires départementaux ont été autorisés à délivrer ou à faire délivrer de la tuberculine aux délégués des syndicats d'élevage, de contrôle laitier et autres associations agricoles régulièrement constituées. Nouvelle éviction du corps pharmaceutique !

Sous réserve des modifications de détail apportées à la loi du 21 juillet 1881 (voir renvoi (1) de la page 15 ci-dessus) aucune disposition autre que celles que nous venons d'énumérer (9) n'était venu restreindre la liberté laissée à quiconque d'exercer la médecine vétérinaire, non pas que tout le monde fut satisfait de cet état de choses, mais parce que les intérêts en jeu étaient considérables de part et d'autre : d'un côté les vétérinaires, fiers à juste titre de leur formation scientifique acquise dans les Ecoles Nationales qui dispensent un enseignement dont la valeur est unanimement reconnue, même à l'étranger, cherchant naturellement à étendre leurs prérogatives jusqu'à réclamer le monopole du traitement des animaux, de l'autre les empiriques arguant « d'habitudes réputées immuables » et de droits considérés comme acquis, une pratique « éprouvée, le voisinage immédiat et constant avec la « clientèle (10) et, chose importante, au regard des éleveurs des régions de petites et moyennes cultures, se contentant d'honoraires moins élevés.

Divers projets furent déposés et étudiés en 1886, 1890, 1894, 1901, 1935 et enfin en août 1937, qui abou-

(9) Signalons que la loi du 21 juin 1898 formant le titre 1^{er} du livre III du Code Rural qui a reproduit, sauf quelques modifications de détail dans ses articles 29 à 64, les articles 1 à 69 de la loi du 21 juillet 1881 n'a pas abrogé cette dernière dans celles de ses dispositions qui n'ont été ni modifiées ni incluses dans le Code Rural. Cette abrogation ne doit être prononcée que lors de la promulgation des lois qui doivent compléter le Code Rural (*Dalloz* petit Code rural, 1940, p. 257). L'article 30, notamment, qui punit d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois et d'une amende de 16 à 400 fr. l'exercice de la Médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux par quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire est toujours en vigueur.

(10) Mouillesaux de Bernières (op. cité page 3).

tirent au vote de la loi du 17 juin 1938 qui régit actuellement la matière.

Cette loi réserve le monopole de l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux aux seuls Français titulaires du diplôme d'Etat français de vétérinaire ou de docteur-vétérinaire.

Dans son article 6 la loi a prévu un certain nombre de mesures transitoires pour tenir compte des droits acquis au moment de son entrée en vigueur. Les étrangers naturalisés avant la promulgation de la loi et qui exerçaient leur profession en France avant la dite promulgation, pourvu qu'ils soient titulaires d'un diplôme de vétérinaire ou de docteur-vétérinaire délivré soit à l'étranger, soit en France à titre étranger, sont assimilés entièrement aux vétérinaires français. La même condition d'exercice antérieurement à la promulgation de la loi est exigée des Français d'origine titulaires d'un diplôme étranger.

Dans les limites prévues par les lois, c'est-à-dire actuellement, à condition qu'il ne s'agisse pas de maladies légalement réputées contagieuses et sous réserve qu'ils ne prescrivent et n'utilisent pas de substances vénéneuses, peuvent exercer, leur vie durant, la médecine vétérinaire.

a) Les Français qui exerçaient la dite médecine vétérinaire, à la date de la promulgation de la loi (il s'agit ici des praticiens, maréchaux, étalonniers, hongreurs, magayeux ⁽¹¹⁾ que l'on englobe sous la dénomination commune d'empiriques);

(11) Mouillesaux de Bernières, op. cité page 3.

b) les apprentis, en cours d'apprentissage depuis un an au moins, à la même date;

c) les vétérinaires étrangers qui exerçaient en France avant la promulgation de la loi.

A s'en tenir au texte du troisième alinéa de l'article 6 qui vise les dispositions des deux paragraphes précédents, ces derniers paraissent n'avoir que les droits des empiriques. Ceci peut avoir son importance en matière de maladies contagieuses et pour nous, pharmaciens, en ce qui concerne la prescription des substances vénéneuses, droit qui ne leur serait pas reconnu. Cependant lors de la discussion du projet de loi devant la Chambre des députés, M. Pécherot, auteur de l'amendement qui est devenu le troisième alinéa de l'article 6, a déclaré qu'il entendait faire « appliquer aux vétérinaires étrangers qui exerçaient en France à ce moment-là, le même régime qu'aux vétérinaires français ». Et le président de la Commission s'est rallié sans réserve à cet amendement. Grave conflit entre l'esprit et la lettre de la loi. Parlant de ces conflits, le Professeur Gény s'est exprimé ainsi ⁽¹²⁾ : « S'agissant de diagnostiquer une volonté la recherche d'intention prédomine nécessairement, mais le texte intervient comme manifestation authentique et solennelle de l'esprit, inséparable de celui-ci, qu'il a pour objet de faire apparaître ». Il semble bien, dans ces conditions, que l'on doive s'en tenir pour les vétérinaires étrangers aux droits des empiriques. Rappelons que pour ces derniers on exige la nationalité

(12) Gény : Méthode d'interprétation et sources en Droit privé positif (page 276).

française. Sans l'amendement de M. Pécherot les vétérinaires étrangers n'auraient pas pu continuer l'exercice de leur art en France, même à titre d'empirique.

Aux termes de l'article 2, les vétérinaires diplômés peuvent seuls être requis par les autorités publiques pour service de leur art (cf. article 14 du décret impérial du 15 janvier 1813).

La loi a maintenu en dehors du monopole certains actes de la médecine vétérinaire, savoir les interventions faites par les maréchaux-ferrants dans les maladies du pied, les opérations de castration des animaux autres que les équidés et les soins d'urgence, hors le cas de maladies contagieuses.

Enfin l'article 7 de la loi déclare que les sanctions prévues pour la répression des infractions résultant de l'inobservation de ses prescriptions ne s'appliquent pas aux possesseurs des animaux. A la tribune du Sénat, M. Beaumont, vice-président de la Commission de l'Agriculture, a déclaré : « Le propriétaire a le droit « de tout faire » (*J. O.*, p. 577).

★★

A propos du traitement des maladies réputées contagieuses, nous rencontrons un jugement fort intéressant dont les dispositions conservent toute leur valeur malgré le vote de la loi du 17 juin 1938, qui a étendu le monopole des vétérinaires diplômés à tous les actes de la médecine des animaux.

Il s'agissait d'un représentant de commerce, Véa, qui vendait un produit appelé « Elixir Antiglosopédico », destiné au traitement préventif et curatif de la

fièvre aphteuse, pour lequel il faisait une publicité par distribution de prospectus, vantant sans doute l'efficacité de sa préparation (les termes n'en sont pas reprochés par le jugement : c'est une lacune regrettable).

Le jugement, que nous donnons *in extenso*, en annexe (n° 2), doit être examiné à deux points de vue. Il déclare d'abord qu'il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait infraction punissable, que l'existence de la maladie ait été reconnue par l'autorité publique et que le Préfet ait pris un arrêté d'infection. C'est en effet la thèse finalement adoptée par la Cour de Cassation (Cass. Crim. 8 novembre 1930, S. 1932-1-117) qui avait primitivement adopté la solution contraire, en exigeant que la maladie contagieuse ait été reconnue par un arrêté du Préfet, déclarant l'infection, conformément à l'article 33 du Code rural (Cass. Crim. 10 novembre 1893. S. 1894, 1-205. D. P. 1897, 1-201. Note de M. Sarrut). Mais s'il n'y a pas eu d'arrêté d'infection encore faut-il que des indices quelconques, sinon probants, puissent faire soupçonner la nature de la maladie : la jurisprudence est bien nette en la matière (trib. correct. de Bourg, 4 novembre 1911. S. 1912, 2, sup. 46. Trib. correct. Cosne, 7 mai 1924. G.P. 24 juin).

Le Tribunal correctionnel de Montpellier déclare ensuite qu'il n'est pas nécessaire que le vendeur du produit ait examiné les animaux, que d'ailleurs en l'espèce la distribution des prospectus indiquant le mode d'emploi et les vertus du produit constituait une véritable consultation donnée aux propriétaires de bovins atteints de la fièvre aphteuse Si nous transpo-

sons son raisonnement dans la médecine humaine — et il semble que l'on soit fondé à exiger du législateur et du juge au moins autant d'égards pour les humains que pour les bêtes — qui n'en voit les conséquences ? Si la simple distribution de prospectus constitue à elle seule une véritable consultation, que dire de la publicité faite pour les médicaments dans les journaux et au cours des émissions radiophoniques ? Si nous suivons les juges de Véa, point n'est besoin d'examiner les malades, ni même de les connaître, le seul fait d'en soupçonner l'existence, même seulement éventuelle, devient punissable.

En médecine humaine, il y a un arrêt rendu dans des conditions qui présentent quelque analogie avec le jugement que nous venons de citer. « Attendu, déclare la Cour de Cassation (13), qu'il résulte des constatations du jugement et de l'arrêt attaqué, qui en a adopté les motifs que... la veuve Bouvard, herboriste, a sollicité la clientèle au moyen de notices-annonces, et de réclame de presse, où elle donnait aux malades atteints d'une des 20 affections morbides qui y étaient énumérées, le conseil de recourir, s'ils voulaient guérir, à l'emploi de tisanes préconisées dans la brochure des 20 cures, œuvre de l'Abbé Hamon, mise gratuitement à la disposition de tous ceux qui souffrent ». Pour répondre à l'objection du pourvoi, qu'il n'y avait pas eu consultation ni délivrance d'une ordonnance, l'arrêt ajoute : « Il est indifférent que ni la veuve Bouvard, ni l'Abbé Hamon,

(13) *Crim.*, 24 novembre 1922, S., 1923, I, 393.

« n'aient procédé à l'examen des malades et que les
« traitements appropriés aient été prescrits autrement
« que par une ordonnance manuscrite ; qu'en effet
« l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892 ne fait pas
« de l'examen visuel des malades ou du mode d'écri-
« ture du traitement prescrit, des éléments constitu-
« tifs nécessaires du délit qu'il prévoit ».

Comme le pense le Professeur Perreau (14) quand le client croyant connaître suffisamment la nature de son mal et le genre de médicaments nécessaires, se borne à demander au pharmacien le remède à sa convenance, celui-ci en le lui remettant demeure dans son rôle de fournisseur de médicaments, sans exercer la médecine. Encore faut-il que le malade puisse avoir connaissance de l'existence des dits médicaments.

Analysant l'arrêt de Cassation ci-dessus, le même auteur écrit : « On a souvent jugé coupable du délit
« d'exercice illégal de la médecine le pharmacien con-
« seillant aux malades un remède, fut-ce uniquement
« pour le décider à le lui acheter, soit verbalement,
« quand ils se présentent à son officine, soit par cor-
« respondance, quand attirés par ses réclames, ils le
« consultent par lettre, même lorsque sa réponse est
« imprimée à l'avance ».

Nous estimons quant à nous qu'on peut relever entre les deux jugements une distinction qui aurait pu motiver une différence de traitement pour les prévenus.

L'arrêt concernant la veuve Bouvard constate qu'il

(14) *Code du Vétérinaire*, page 53.

y a eu en quelque sorte sollicitation; ce n'est donc pas seulement la distribution d'un prospectus qu'il y a lieu de considérer, mais l'invitation à correspondre avec l'auteur de l'annonce et dans ce cas c'est engager implicitement le malade à lui exposer son état. L'intéressé y répondait par l'envoi de la brochure indiquant les maladies traitées par chacune des 20 cures, et on peut affirmer, sans grande chance d'erreur, que le malade ne manquait pas de trouver dans les symptômes complaisamment énumérés, au moins une des affections qui l'avaient amené à consulter la veuve Boulevard. Ces éléments manquent dans le jugement rendu contre Véa. Nous touchons ici à la publicité charlatanesque, propagée sans vergogne par les grands quotidiens et par la radiophonie. Cette question nécessiterait une étude spéciale et sort du cadre de notre travail. Nous nous bornons à la signaler.

Les attendus du jugement rendu contre Véa ne nous fixent pas sur la composition du remède incriminé. L'analyse en a-t-elle même été faite ?... Peut-être se trouvait-on en face d'un véritable charlatan qui abusait de la crédulité de ses clients en leur livrant un produit dénué de toute propriété, peut-être même toxique ? Mais alors nous voyons l'intérêt que présente la réglementation de la pharmacie vétérinaire (nous en reparlerons à propos du remède secret) et la nécessité de l'intégrer dans la pharmacie tout court, dont elle fait nécessairement partie et dont les règles sont aussi indispensables pour le malade que pour le pro-

priétaire d'animaux (suppression du remède secret, garantie de la préparation avec des produits définis par le Codex, responsabilité du pharmacien préparateur).

Nous signalons d'ailleurs, pour le fond du débat, que le Professeur Perreau, dans un article intitulé « Pharmacie vétérinaire et propharmacie » publié par la revue « Le Propharmacien » écrit : « (Un médecin) propharmacien ne contrevient pas à l'interdiction de soigner les maladies contagieuses des animaux, sans diplôme de vétérinaire, en livrant simplement des remèdes destinés aux bêtes atteintes de « telles maladies » solution parfaitement juridique et qui s'applique, sans difficulté, aux pharmaciens.

CHAPITRE II

REGIME DES SUBSTANCES VENENEUSES ET DES PREPARATIONS QUI EN RENFERMENT

Nous allons d'abord définir l'objet même de notre étude que nous limitons volontairement au seul médicament proprement dit, laissant de côté d'autres aspects de la question des remèdes. Dans la préface de l'édition de 1866 (pages xiii et xiv), le Codex signale que « le remède, souvent confondu avec le médicament, comprend celui-ci, et, de plus, tout ce qui peut combattre la maladie, améliorer l'état du malade, amener la guérison : la saignée, l'électricité, l'hydrothérapie, le régime sont des remèdes ; l'émétique, le sulfate de quinine, le chloroforme sont des médicaments ».

Il n'y a pas de définition légale du médicament. D'une façon générale, la jurisprudence entend par là toute substance d'origine animale, végétale ou minérale utilisée pour le soulagement, la guérison, la préservation ou le diagnostic des maladies, but considéré d'après l'intention de l'auteur de la fabrication, du débit ou de la mise en vente. Dans les cas litigieux ce

but doit être recherché par le juge d'après l'ensemble des circonstances de la cause (1).

Le monopole des pharmaciens, tel qu'il a été défini par l'article 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777 est limité à la fabrication et à la vente des médicaments destinés à la médecine humaine.

Sont exclus du monopole :

1° Les drogues simples, sous réserve qu'elles ne soient pas débitées au « poids médicinal » (cf. art. 5 de la Déclaration de 1777). Drogues simples et poids médicinal, deux termes dont il n'existe pas non plus de définition officielle et qui, en cas de litige, devront faire l'objet d'un examen pour chaque cas particulier: le juge du fond sera appelé à trancher la question souverainement. Les jugements de cette espèce sont généralement rendus à la suite d'expertises confiées à des techniciens. On retrouve dans la sentence du juge les constatations et les conclusions de l'homme de l'art, repensées par le juriste : le point de vue peut être différent.

D'une façon générale on considère comme drogue simple tout produit doué de propriétés médicamenteuses, employé à l'état brut et tel qu'il existe dans la nature ou qui n'a subi que des opérations matérielles n'exigeant pas de connaissances pharmaceutiques.

L'énumération donnée par l'ordonnance du 20 septembre 1820 (voir annexe n° 3) semble présenter un caractère limitatif mais il s'agit là d'un texte purement fiscal. La jurisprudence a, depuis, reconnu le

(1) Renard : Le droit de la profession pharmaceutique.

caractère de drogue simple à d'autres substances. Par ailleurs, parmi les 134 drogues qui figurent au tableau annexé à la dite ordonnance, certaines sont actuellement régies par la législation des substances vénéneuses comme l'arsenic, la coque du levant, l'opium, tandis que d'autres sont totalement abandonnées telles les vipères sèches et les yeux d'écrevisses.

Quant à la vente au poids médicinal on admet qu'il y a présomption dans le sens de cette destination lorsque la drogue aura été débitée à un poids qui n'est généralement pratiqué que dans la médecine.

2° Les médicaments destinés aux animaux (substances vénéneuses exceptées).

La liberté du commerce des médicaments vétérinaires a été affirmée à maintes reprises. Elle a été déduite par argument « a contrario » du texte de l'article 6 de la déclaration du Roi du 25 avril 1777, qui interdit « aux épiciers et à toutes autres personnes de fabriquer, vendre ou débiter aucun sels, compositions ou préparations *entrantes au corps humain* en forme de médicaments », et qui constitue encore, à l'heure actuelle, la charte du monopole des pharmaciens.

Cette liberté a été rappelée notamment par un important arrêt de la Cour de Cassation (Cass. Réc. 17 juillet 1867. S. 67-1-436) qui a fixé la jurisprudence. Cet arrêt, sur lequel nous aurons à revenir plusieurs fois (voir texte en annexe n° 4) déduit curieusement, entre autres motifs est-il juste de reconnaître, la liberté de la pharmacie vétérinaire du fait que la médecine des animaux était elle-même libre. Par voie de conséquence, la médecine vétérinaire ayant été mono-

polisée, la pharmacie devrait, elle aussi, cesser d'être libre ! Piètre raison. A force d'être juridique on finit par perdre le contact avec le réel.

Quoi qu'il en soit la première restriction à la liberté de la pharmacie vétérinaire a été introduite par l'ordonnance du 29 octobre 1846 rendue à la suite de la délégation donnée à l'autorité administrative par la loi du 19 juillet 1845. Cette loi qui constitue le texte fondamental en la matière, édicte les pénalités qui sanctionneront les contraventions aux règlements d'administration publique relatifs à la vente, à l'achat et à l'emploi des substances vénéneuses. Cette loi a été modifiée et complétée (et non pas abrogée) (2) par les lois des 12 juillet 1916, 13 juillet 1922 et 20 décembre 1933 (3) qui ont aggravé les pénalités prévues lorsqu'il s'agit de contraventions aux règlements concernant les stupéfiants.

L'article 5 de l'ordonnance du 29 octobre 1846 décidait que « la vente des substances vénéneuses ne
« peut être faite pour l'usage de la médecine que par
« les pharmaciens et sur la prescription du médecin,
« chirurgien, officier de santé ou d'un vétérinaire bre-
« veté » (4).

(2) Importance de la distinction : les règlements d'administration publique rendus pour son application gardent leur autorité dans la mesure où des dispositions contraires ne sont pas intervenues. Si la loi avait été abrogée, ils tomberaient avec celle-ci.

(3) Cette loi a été omise dans le *Code*, édition de 1937, tome I.

(4) Cf. : Le Professeur Vuillaume déclare — à tort à notre sens — que ce n'est que dans le décret « du 14 septembre 1916... qu'on « trouve pour la première fois dans un texte officiel la notion de « médicament destiné à la médecine vétérinaire ». (*Recueil de Médecine Vétérinaire*, publié par le Corps enseignant de l'Ecole d'Alfort, N° spécial de novembre 1939, consacré aux journées Vétérinaires des 9, 10 et 11 juin 1939, page 723).

Le monopole des pharmaciens y était explicitement réservé et aucune disposition n'autorisait les vétérinaires à avoir chez eux un dépôt de substances vénéneuses. Mais dans la pratique il en alla tout autrement. La circulaire ministérielle du 30 décembre 1911 le reconnaissait sans ambages (voir texte intégral en annexe n° 4) : « L'usage s'est cependant peu à peu « établi de tolérer la détention par les vétérinaires « des dits médicaments (contenant des substances vénéneuses) et de permettre à ces derniers de les vendre à leur clientèle. »

On trouve dans cette circulaire un paragraphe particulièrement intéressant qui mérite de retenir l'attention des pharmaciens, sinon sur le fait qui nous occupe actuellement, du moins lorsqu'ils réclament une interprétation des lois anciennes adaptée aux exigences de la vie moderne. On lit en effet sous la plume du Ministre de l'Agriculture et le contre-seing pour ampliation de M. Roux, Directeur des Services Sanitaires et Scientifiques et de la Répression des Fraudes : « Sur ce point, comme d'ailleurs sur un certain « nombre d'autres, les prescriptions rigoureuses sont « donc tombées en désuétude ».

Cette « contradiction entre l'usage et les dispositions « législatives formelles » fut régularisée par le décret du 14 septembre 1916.

Nous allons passer rapidement en revue la réglementation actuelle des substances vénéneuses, en matière de médecine des animaux, telle qu'elle résulte de ce dernier décret dont les dispositions ont été mo-

difiées en certains points par les décrets des 20 mars 1930 et 9 novembre 1937.

Les substances vénéneuses inscrites à l'un des trois tableaux A, B ou C ne peuvent être *délivrées* pour l'usage de la médecine *vétérinaire* que par les pharmaciens (ceci est la règle — articles 16, 30 et 42) sur la prescription d'un vétérinaire (art. 19) et dans certains cas par les vétérinaires eux-mêmes, savoir :

1° Dans les cas où ils administrent eux-mêmes aux animaux les dites substances vénéneuses (articles 17, 30 et 42).

2° Lorsque, dans les communes ou agglomérations où résident *leurs clients*, il n'existe pas de pharmacie (sans avoir pour cela le droit de tenir officine ouverte à tout venant) (articles 17, 30 et 42).

3° Dans les cas d'urgence (article 27) (1).

Dans tous les cas, les vétérinaires ont le droit de *détenir* les substances vénéneuses nécessaires pour l'usage de leur art (articles 17, 30 et 42).

Pour que le vétérinaire puisse *délivrer* les substances vénéneuses sous forme de médicaments, il faut qu'il se soumette aux formalités prévues par la réglementation en la matière, savoir :

— Déclaration préalable à la Mairie — article 22 et

(1) Pour Perreau (Questions d'actualité, op. cité page 245), même dans les cas d'urgence, s'il existe un pharmacien dans la commune ou l'agglomération, le vétérinaire ne pourrait délivrer les substances toxiques que s'il les administrait lui-même à l'animal malade; mais dans ce cas, on ne comprendrait pas que le décret ait ajouté les cas d'urgence, puisque les vétérinaires possèdent en tout temps et en tous lieux, le droit d'administrer eux-mêmes les médicaments toxiques aux animaux de leurs clients.

30 — pour les substances des tableaux A et B seulement (1).

— Détention dans des armoires ou locaux spéciaux (article 3) qui ne peuvent d'ailleurs pas contenir d'autres substances (articles 18, 33 et 41).

— Conditionnement et étiquetage des substances vénéneuses qui y sont enfermées conformes aux prescriptions des articles 4, 33 et 41.

— Inscription des ordonnances et renouvellement sur un registre spécial (art. 22, 25, 30 et 43), lesquelles ordonnances doivent porter les mentions prescrites par les articles 22, paragr. 5 et 43 — lorsque, agissant en qualité de propharmaciens, les vétérinaires délivrent les médicaments contenant les substances vénéneuses à leurs clients et qu'ils sont alors tenus de leur remettre en même temps une ordonnance régulière (articles 20 et 25).

— Etiquetage des médicaments délivrés, conforme aux prescriptions des art. 23 et 25 — des art. 26 et 43 pour les spécialités — 34 pour les stupéfiants — 42 et 43 pour les substances du tableau C. — Pour les substances stupéifiantes (tableau B) tenue d'une compa-

(1) A s'en tenir à la lettre du texte de l'article 31, les médecins et les vétérinaires propharmaciens devraient, pour détenir les substances du tableau B, solliciter préalablement l'autorisation du Ministre chargé du service de la Répression des Fraudes. Etant donné qu'il ne s'agit pas d'opérations industrielles ou commerciales proprement dites, on admet que la déclaration à la Mairie prévue par l'article 2 suffit (dans ce sens : Bosviel, Dufau, Razet et Toraude, *Législation française des substances vénéneuses*, page 134 et page 330. Circulaire aux Préfets du 3 décembre 1932 : « sont exemptés de l'autorisation ministérielle... les médecins et vétérinaires, même s'ils sont en même temps « propharmaciens »). Voir aussi Perreau, *Code annoté du Vétérinaire*, page 96.

bilité mensuelle par analogie avec les pharmaciens (art. 34 et 35).

De la combinaison des articles 17, 27 et 38, il semblerait résulter que les vétérinaires qui détiennent des substances toxiques uniquement pour les cas où l'administration en est faite par eux-mêmes aux animaux ou pour les cas d'urgence doivent s'en approvisionner chez un pharmacien (qui, pour les substances du tableau B, doit être celui de leur commune ou d'une commune contiguë) et qu'ils ne peuvent les céder à leurs clients à titre onéreux ou gratuit. Pour les propharmaciens, au contraire, il semblerait qu'ils puissent s'en approvisionner chez un droguiste, sauf pour les substances du tableau B. Ces diverses solutions, tirées de l'interprétation littérale des textes, ne paraissent pas très judicieuses (voir circulaire du 3 décembre 1932. Toraude et Bosviel, *op. cité*, p. 330 et 331, et Renard, *op. cité*, p. 125 et 173).

Perreau estime (*Questions d'actualité*, p. 247) que cette différence de traitement provient du fait que les vétérinaires propharmaciens font la pharmacie d'une manière habituelle en l'absence d'officine à la résidence de leurs clients et que même pour les toxiques du tableau B, ils peuvent s'adresser au fournisseur de leur choix, pharmacien ou non (p. 259).

En résumé, les vétérinaires doivent être considérés sous l'un des deux aspects suivants pour la détermination de leurs droits et de leurs obligations.

La complexité de la question provient de fait qu'en

matière de propharmacie vétérinaire des substances vénéneuses, il faut considérer le domicile du possesseur de l'animal et non pas celui du vétérinaire.

I. — a) Ceux qui résident eux-mêmes ainsi que leurs clients dans des communes ou agglomérations pourvues d'officine,

et b) Ceux qui résident dans des communes ou agglomérations dépourvues d'officine, mais dont les clients résident dans une commune ou agglomération pourvue de pharmacie :

— Ils peuvent détenir des substances vénéneuses (art. 17, parag. 1).

— Ils peuvent les délivrer dans les cas d'urgence, ou les employer eux-mêmes pour des opérations, pansements ou injections (art. 27, par. 1).

— Ils ne peuvent pas les vendre (le coût du médicament doit vraisemblablement être incorporé dans les honoraires réclamés pour l'intervention) (art. 27, parag. 2).

— S'il s'agit de stupéfiants, ils doivent s'en approvisionner dans l'officine ou une des officines de leur commune ou d'une commune contiguë (art. 38, parag. 5).

II. — A) Ceux qui résident dans des communes ou agglomérations pourvues d'officines, mais dont les clients résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie.

B) Ceux qui résident eux-mêmes, ainsi que leurs clients, dans des communes ou agglomérations dépourvues d'officine.

(Propharmacie proprement dite).

— Ils peuvent détenir des substances vénéneuses (art. 17, parag. 1).

— Ils peuvent les administrer eux-mêmes (art. 27, parag. 1).

— Ils peuvent les céder, à titre gratuit ou onéreux, à leurs clients (art. 17, par. 2, et argument *a contrario* tiré de l'art. 27, par. 2).

— Ils peuvent s'en approvisionner chez les fournisseurs de leur choix, comme les pharmaciens (Cf., art. 38, par. 4 et 5, et art. 27, par. 2. Voir aussi Renard, p. 123, et Perreau, *Questions d'actualité*, p. 247, par. 2 et p. 258, par. 6) ce qui semble d'ailleurs rendre beaucoup moins efficace, sinon inopérant, le contrôle prévu par l'article 38, par. 7 *in fine*.

La circulaire aux Préfets du 20 octobre 1933 (*in Bosviel et Tiraude*, p. 332) autorise les propharmaciens à se procurer les stupéfiants qui leur sont nécessaires ailleurs que dans les pharmacies des communes contiguës « en attendant que soient précisées par un règlement les conditions dans lesquelles doit s'effectuer cet approvisionnement et s'exercer le contrôle des livraisons ».

Quelle est la valeur de cette autorisation ? Il appartiendra aux Tribunaux de le décider en cas de délit, mais d'ores et déjà on peut signaler les dangers que présente la propharmacie des stupéfiants en matière vétérinaire, en raison de la posologie très élevée dans les maladies des animaux et les difficultés d'un con-

trôle *a posteriori* lorsque le vétérinaire administre lui-même le médicament, étant ainsi juge et partie.

Nous citons, d'après Mollereau, Porcher et Nicolas, dont le « Vade-mecum du Vétérinaire » (1) jouit d'une grande autorité, la posologie courante pour le bœuf :

Chlorhydrate de morphine	0 gr. 50 à 1 gr.
	(en injection hypodermique)
Extrait d'opium	5 à 7 gr. 50
Laudanum de Sydenham	50 à 100 gr.

Pour le chlorhydrate de cocaïne, mêmes quantités importantes : en solution analgésique (cheval blessé) : 3 grammes dans 100 cent cubes de préparation ; en pommade contre le prurit, les brûlures : 5 grammes dans 100 grammes de pommade, en solution pour anesthésie régionale par injection sur le trajet des nerfs, dans le diagnostic des boiteries, solution à 0 gr. 25 pour 10 cent. cubes, de 1 à 5 injections, soit de 0 gr. 25 à 1 gr. 25 de chlorhydrate de cocaïne.

La réglementation spéciale des substances vénéneuses s'attache à garder la trace du passage des stupéfiants dans les mains des divers intéressés, depuis le fabricant jusqu'au malade. Les pharmaciens n'utilisent souvent pas dans un mois ce qu'un vétérinaire emploie dans un seul jour pour un seul animal.

Le contrôle de la comptabilité d'une officine ou du dépôt de médicaments d'un médecin-pharmacien permet de retrouver l'utilisation des stupéfiants à

(1) Vigot Frères, Editeurs, Paris, 1931.

quelques centigrammes près. Le pharmacien doit conserver les ordonnances et les demandes des praticiens pendant trois années. Même lorsque le médecin pharmacien administre lui-même le médicament qu'il a préparé, une enquête peut encore être faite et le malade ou prétendu tel, entendu. Mais lorsqu'il s'agit d'animaux et bien qu'il s'agisse de doses massives, le contrôle est pratiquement inefficace.

En matière de substances vénéneuses, l'article 29 du décret du 14 septembre 1916 prévoit que les dispositions édictées par ce règlement ne seront pas applicables aux préparations médicamenteuses renfermant des toxiques à des doses trop faibles pour que la réglementation ainsi instituée soit appliquée dans toute sa rigueur.

Aucun arrêté n'est intervenu pour les médicaments destinés aux animaux, dont la préparation, le débit et le renouvellement se trouvent soumis aux règles strictes de la législation spéciale que nous venons d'analyser. Les groupements pharmaceutiques saisis des doléances de leurs adhérents des campagnes ont demandé, et demandent encore, la publication d'un arrêté semblable à celui du 2 mars 1938 pour la pharmacie vétérinaire. Jusqu'ici rien que de très logique. Mais l'attention des intéressés doit être appelée sur le fait qu'il est prématuré de déclarer de façon formelle que le futur arrêté n'aura pas pour résultat de mettre dans le commerce libre les médicaments destinés à l'usage vétérinaire et renfermant des substances vénéneuses

à doses faibles. Il convient tout d'abord d'attendre le texte exact du nouveau règlement. Mais ce qu'on peut dire, c'est que, s'il est rédigé dans les mêmes termes que l'arrêté du 2 mars 1938, ce résultat ne semble pas douteux. En effet, quel est le régime de droit commun pour les médicaments destinés à la médecine vétérinaire ? *C'est la liberté*. A cette liberté, il y a pour les médicaments qui contiennent des substances vénéneuses énumérées dans un des tableaux annexés au décret du 14 septembre 1916 (modifié, rappelons-le par les décrets des 20 septembre 1930 et 9 novembre 1937) une *restriction* formulée par l'article 16-2° du dit décret qui en réserve la délivrance aux pharmaciens (et dans certains cas aux vétérinaires). Or l'arrêté du 2 mars 1938 que nous prenons comme terme de comparaison dans sa teneur actuelle, déclare que les dispositions du Chapitre II du Titre I^{er} du décret précité (qui contient l'article 16) ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses pour l'usage de *la médecine humaine*, qui renferment des substances vénéneuses à des doses faibles précisées dans des tableaux annexés.

Pour ces médicaments on revient donc au droit commun, qui est pour la médecine humaine le régime de la loi du 21 Germinal. An XI, et qui, pour la médecine vétérinaire, serait la liberté. Mais, encore une fois, il convient d'attendre le texte de l'arrêté. Rien n'empêche les représentants des pharmaciens d'accord en cela avec les délégués des vétérinaires, d'intervenir auprès des Pouvoirs publics pour que le futur texte ne laisse place à aucune ambiguïté.

Une dernière précision, relative aux substances dangereuses du tableau C. Quelle est, à leur égard, la situation des empiriques ? L'article 42 du décret du 14 septembre 1916, dans sa teneur actuelle telle qu'elle résulte des modifications apportées par le décret du 9 novembre 1937, précise que les substances du tableau C et les préparations qui les contiennent ne peuvent être délivrées, pour l'usage de la médecine vétérinaire que dans les conditions prescrites par les articles 16, 17 et 19. Si nous nous reportons à ces dernières dispositions, nous voyons que les substances qui y sont visées ne peuvent être délivrées que par les pharmaciens (art. 16) sur la prescription d'un vétérinaire (art. 19) et sous certaines réserves par les vétérinaires diplômés (art. 17). Ce même article 17 autorise le dépôt des substances vénéneuses (A, B et C) chez les vétérinaires, soit pour le cas où l'administration est faite par eux-mêmes aux animaux, soit pour la propharmacie lorsque leurs clients résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacien.

Les empiriques ne peuvent donc plus détenir en vue de la vente ni vendre des substances du tableau C ou des préparations qui en renferment. Ils ne sont pas non plus habilités à les prescrire à leurs clients. Rappelons que l'arrêté du 2 mars 1938 exonérant de la réglementation les préparations renfermant seulement de faibles doses de substances vénéneuses, n'est pas applicable à la médecine vétérinaire.

CHAPITRE III

LE CODEX

Les protagonistes de la pharmacie vétérinaire libre ne manquent jamais d'appuyer leurs arguments d'une affirmation qui, à première vue, paraît probante : « Il n'existe pas de Codex vétérinaire ».

Nous rappelons à ce sujet une déclaration que nous avons faite en tête de cette étude : Il n'y a pas de pharmacie spécifiquement vétérinaire, il y a seulement une science et un art de la préparation des médicaments, quelle que soit leur destination. Et cette destination ne doit pas être un prétexte à l'utilisation de produits de qualité douteuse. Ici d'ailleurs, tout le monde semble d'accord. « Il n'y a qu'un point sur lequel on doive se montrer intransigeant, c'est celui qui a trait à la pureté du médicament. Pour être économique, notre médecine n'en doit pas moins utiliser des produits purs » (1).

« La médecine vétérinaire emploie les mêmes substances, les mêmes préparations que la médecine humaine, à cela près qu'elles sont moins nombreuses... En somme, tous les préceptes de la pharmacie

(1) Mollereau, Porcher, Nicolas, op. cité, page 5.

« humaine sont applicables à la pharmacie vétérinaire » (2).

Il n'y a donc qu'un seul Codex, ce qui nous paraît parfaitement justifié. C'est dans l'édition de 1866 que nous trouvons le premier embryon d'une pharmacopée spéciale pour les animaux. Aux pages 706 à 708 figurent 6 formules arrêtées par l'Ecole Vétérinaire d'Alfort (5 pour l'usage externe : poudre pour le bain de Tessier, bain de Tessier, lotion de Tessier, poudre caustique modifiée sur la formule du Frère Côme, pommade cathérétique et pour l'usage externe : solution de Fowler de l'Ecole d'Alfort). Nous croyons devoir redire qu'il s'agit de préparations spécialement étudiées pour la médecine vétérinaire, mais dont les constituants sont les mêmes que ceux utilisés en médecine humaine.

Dans le Codex de 1884, la quatrième partie est entièrement consacrée à la pharmacie vétérinaire ; elle comprend 72 articles, comportant les uns une rédaction spéciale, les autres renvoyant purement et simplement à la pharmacopée humaine. Rien ne pouvait mieux démontrer l'interpénétration des deux genres de préparations.

Dans les éditions de 1908 et de 1937, la partie vétérinaire ne comprend plus que les préparations à rédaction spéciale, au nombre de 27 pour la première édition et 31 pour la seconde.

Donc, des médicaments à destination vétérinaire figurent au Codex. Quelle est la valeur de cette inser-

(2) Dorvault : *L'Officine*, Vigot frères, Paris, 1928 (17^e édition).

tion ? Si elle ne constituait qu'une indication, un aide-mémoire, elle serait à la fois insuffisante (par le nombre des produits qui y figurent) et superfétatoire car si le pharmacien pouvait préparer comme il entend toutes les autres préparations vétérinaires, on peut supposer qu'il se tirerait aussi bien d'affaire pour celles-là, mais l'obligation pour le pharmacien de se conformer aux prescriptions de la Pharmacopée française n'est pas seulement une règle morale.

« Tout produit portant l'une des dénominations inscrites au Codex, ou une dénomination susceptible d'être confondue avec l'une d'entre elles, doit avoir la composition indiquée par la dernière édition de ce formulaire. Ce sont les produits ainsi définis que le pharmacien a le devoir de délivrer dans tous les cas où la prescription médicale ne contient aucune indication expressément contraire ».

C'est dans ces termes dépourvus d'ambiguïté que s'exprime l'Instruction Générale concernant l'Inspection Pharmaceutique, rédigée par les soins de la Direction des Services Sanitaires et de la Répression des Fraudes au Ministère de l'Agriculture (Imprimerie Nationale, 1922, p. 52). Et le Professeur Perreau n'est pas moins catégorique : « Même sans l'ombre d'un dommage aux clients, la simple détention dans son officine de substances qui ne présenteraient pas les conditions précitées au Codex, l'exposerait (le pharmacien) aux amendes élevées qu'édicte l'arrêt de règlement du 23 juillet 1748, fut-il de la meilleure foi du monde (loi 21 Germinal an XI, art. 32) (3).

(3) *Nouvelles Questions d'actualité* (page 166).

Ainsi donc le pharmacien ne peut exécuter l'ordonnance d'un vétérinaire qu'en utilisant des produits conformes aux exigences du Codex puisqu'il ne peut en détenir d'autres. Si l'auteur de la prescription a indiqué une des préparations inscrites dans la partie vétérinaire de la Pharmacopée et le Codex est constitué par l'ensemble de ses éditions, il est tenu de se conformer aux indications données par ce formulaire, tandis que la même ordonnance pourra être exécutée à sa guise par un empirique ! Cela heurte le bon sens et ne se produirait pas si chaque chose était à sa place, « la pharmacie aux pharmaciens ».

On a déduit la liberté de la pharmacie vétérinaire du texte de l'article 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777, par une argumentation *a contrario* où les lois de la logique formelle sont peut-être respectées, mais où les raisons de bon sens et d'équité sont certainement absentes. On n'a pas envisagé le problème sous son aspect réel, la forme a masqué le fond du débat. Descartes a déjà dit : « Ce n'est pas assez d'avoir l'esprit bon, mais le principal est de l'appliquer bien ».

CHAPITRE IV

VACCINS ET SERUMS

L'Institut Pasteur refuse aux pharmaciens la délivrance des *vaccins* vétérinaires (charbon, rouget, typhose aviaire) « qui, déclare-t-il, sont des cultures vivantes, que *la loi* nous oblige à ne délivrer que directement au vétérinaire qui en fait l'emploi ».

Quelle est la loi visée ?

L'article 3 de la loi du 12 janvier 1909 ayant pour but de combattre les épizooties et maladies contagieuses des animaux, prévoit que « des arrêtés du Ministre de l'Agriculture, pris après avis du Comité Consultatif des Epizooties, régleront la délivrance et l'emploi des sérums et vaccins qui ne présentent aucun danger pour l'homme, ni pour les animaux ».

A notre connaissance, aucun arrêté n'a encore été pris à l'heure actuelle en exécution de ces dispositions. D'ailleurs, le même Institut Pasteur délivre sans difficulté les *sérums* vétérinaires qui leur sont demandés par les pharmaciens.

A qui d'ailleurs peut s'appliquer la réglementation prévue par la loi susvisée ? La pharmacie vétérinaire est libre — les seules restrictions qui ont été apportées à son exercice ont eu pour but de réserver justement

aux pharmaciens la vente des produits toxiques (art. 16, 30, 42) du décret du 14 septembre 1916. On n'aperçoit dès lors pas pour quelle raison ils seraient écartés de la vente des vaccins vétérinaires. D'ailleurs qui prépare ces vaccins ? Est-ce que les pharmaciens sont définitivement écartés de l'Institut Pasteur ? Et s'ils collaborent à leur *préparation* pour quelle raison deviennent-ils subitement incapables de les manipuler quand il s'agit de les *vendre*. L'opération commerciale tenterait-elle d'autres praticiens ?

Dans deux réponses à M. Fié (Questions n^{os} 8087 et 8613 des 19 janvier et 2 mars 1939), le Ministre de l'Agriculture a appelé au soutien de sa thèse l'article 40 de la loi du 21 juin 1898 et les articles 41, 77 et 86 du décret du 6 octobre 1904. Voyons si ces textes sont plus probants.

L'article 40 de la loi du 21 juin 1898 déclare que « l'exercice de la *médecine* vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux est interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire ».

Que voit-on de plus ici que ce qui est la règle en médecine humaine ? (l'art. 1^{er} de la loi du 30 novembre 1892 est bien l'analogue de celui qui nous occupe).

C'est d'ailleurs ce qui sera demain le régime général en médecine vétérinaire à la suite du vote de la loi du 17 juin 1938 lorsque les dispositions transitoires prévues à l'article 6 de la dite loi seront devenues sans objet par suite de la disparition par voie d'extinction des « empiriques » qui exercent encore leur art.

Et a-t-il jamais été question d'empêcher les pharmaciens de vendre les vaccins humains ? Qui peut le

plus ne peut-il pas le moins ? Y a-t-il un plus grave danger à détenir en vue de la vente un vaccin contre le rouget du porc qu'un quelconque des vaccins humains ?

Le monopole que confère aux vétérinaires l'article 40 en question ne peut être étendu au delà des termes mêmes du texte qui s'applique exclusivement à l'exercice de la médecine.

Si d'ailleurs on avait voulu aller plus loin en matière de maladie contagieuse et restreindre la liberté qui est la règle en matière de pharmacie vétérinaire, rien n'autorise à penser que c'est aux vétérinaires qu'on aurait confié l'exercice de cette branche de la science. Il y a d'ailleurs un précédent bien significatif : lorsqu'on a voulu empêcher les empiriques et le public en général de manipuler librement les substances vénéneuses destinées au traitement des animaux, à qui en a-t-on confié le monopole ? Aux pharmaciens (ordonnance royale du 29 octobre 1846 (art. 5) et décret du 14 septembre 1916).

Et l'argument qu'on voudrait tirer du libellé du diplôme remis aux élèves des Ecoles Nationales Vétérinaires n'a aucune portée puisqu'il a été établi à une époque où la pharmacie vétérinaire était absolument libre. Le fait de déclarer le récipiendaire « apte à la « médecine, à la pharmacie et à la chirurgie vétérinaire », n'augmentait en rien leurs droits puisqu'un simple particulier peut exercer la pharmacie vétérinaire sauf en matière de substances vénéneuses, mais à ce point de vue-là, les vétérinaires diplômés restent encore dans le droit commun, puisqu'il y a bien un

monopole mais uniquement en faveur des pharmaciens.

D'ailleurs l'article 1^{er} de la loi du 17 juin 1938 consacre seulement et très explicitement le monopole de la médecine et de la chirurgie des animaux et l'amendement présenté le 22 mai 1937 par M. Bazin, député, à l'effet d'intercaler après le mot « médecine » les mots « de la pharmacie » n'a pas été retenu. (Voir rapport de M. Mitton, annexé au procès-verbal de la séance du 8 juin 1937.)

Le monopole que confère aux intéressés l'article 40 de la loi du 21 juin 1898 n'a pas un caractère tel qu'il exige l'action personnelle continue du vétérinaire.

« De même que les infirmier peuvent donner dans
« la médecine humaine, les soins prescrits par un Doc-
« teur en médecine et sous la direction de celui-ci, les
« personnes sans diplôme peuvent donner aux ani-
« maux atteints de maladies contagieuses les soins
« prescrits par un vétérinaire diplômé et sous la di-
« rection de celui-ci. Mais il ne suffit pas qu'un remè-
« de ait été fourni par un vétérinaire, s'il n'en contrô-
« le pas effectivement l'application à l'animal ma-
« lade. (Caen, 15 janvier 1930 ; *Gazette du Palais*,
1930, 1, sommaire p. 77). Code annoté du Vétérinaire,
par E.-H. Perreau, p. 163.

Quant à l'article 40 du décret du 6 octobre 1904 (et les articles 77 et 86 s'y référant), il précise seulement les conditions dans lesquelles doit s'effectuer l'inoculation préventive.

Donc aucun texte, ni de près ni de loin, n'autorise les vétérinaires à réclamer le monopole de la déten-

tion et de la vente des vaccins, pas plus que des sérums thérapeutiques.

D'ailleurs, les réponses faites par l'Administration à M. le Député Fié ne s'appliquent qu'à la délivrance aux particuliers. La question de la vente des vaccins aux particuliers pour les opérations préventives peut d'ailleurs donner lieu à discussion lorsqu'il s'agit des propriétaires des animaux après les explications extrêmement nettes données au Sénat, le 31 mars 1938, par M. Beaumont, Vice-Président de la Commission de l'Agriculture, qui, en réponse à une question posée par M. Coucoureux : « Le propriétaire a le droit de tuer son animal et il n'aurait pas le droit de le diminuer ? » a déclaré : « Le propriétaire a le droit de tout faire ». (*J. O.*, p. 577, 1^{re} colonne). Nulle part il n'est indiqué que les pharmaciens ne peuvent pas recevoir et vendre les vaccins vétérinaires.

Il semblerait en l'état actuel de la législation qu'une seule opération resterait à délimiter les conditions de la vente par le pharmacien au public. Deux cas seraient alors à considérer : vaccins préventifs demandés par des propriétaires d'animaux : la vente en serait subordonnée à la production par l'intéressé d'une déclaration attestant que les vaccins en question sont destinés au traitement de son propre cheptel. Pour éviter tout abus ce dit certificat pourrait, au préalable, être soumis au visa de l'autorité municipale mieux en mesure que le pharmacien de s'assurer de la véracité de ses affirmations.

Vaccins préventifs demandés par un particulier non propriétaire et tous vaccins curatifs, quelle que soit la qualité de l'acheteur.

Vente subordonnée à la délivrance d'une ordonnance par le vétérinaire — qui resterait seul juge des conditions dans lesquelles la vaccination serait opérée par lui-même ou sous sa direction (1).

(1) Voir l'excellent article de M. Hubert : « Sérums et vaccins vétérinaires; Réponse ministérielle atrophiée », in *Le Pharmacien de France*, n° 111, du 26 janvier 1940.

CHAPITRE V

LE REMEDE SECRET

MORALITE DE LA PROFESSION PHARMACEUTIQUE

MEDICAMENTS DESTINES A LA MEDECINE HUMAINE, SOUS LE COUVERT D'UNE PRETENDUE UTILISATION EN MEDECINE VETERINAIRE

Il ne saurait être question de refaire ici l'exposé complet de la question du Remède Secret (1). Jusqu'au décret du 13 juillet 1926, on pouvait qualifier ainsi tout remède dont la formule n'avait été ni insérée au Codex, ni acquise par le Gouvernement ni publiée au Bulletin de l'Académie de Médecine. C'est ce qui résulte du rapprochement des articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI, de la loi du 29 Pluviose an XIII et des décrets des 18 août 1810 et 3 mai 1850.

Ce qu'on est convenu d'appeler les « spécialités pharmaceutiques » n'avaient donc pas une existence légale et tombaient sous le coup de la prohibition.

(1) Voir *Remède Secret*, par Narodetzki, Paris, 1928.

On discutait, en doctrine, la question de savoir si les spécialités n'avaient pas été implicitement autorisées par l'article 16 de la loi du 30 décembre 1916 créant une taxe sur ces produits; comme il s'agissait d'un texte fiscal les auteurs étaient divisés (voir pour l'affirmative Perreau, nouvelles questions d'actualité, pages 182 et s. contra-Renard op. cité page 106 note 1).

Le décret du 13 juillet 1926 est venu régler la question. Les Médicaments préparés à l'avance ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, ainsi que *le nom et l'adresse du pharmacien* qui prépare le médicament. Cette dernière condition montre bien que le texte en question ne s'applique pas aux médicaments vétérinaires, puisque, à l'exception bien entendu des toxiques, ils peuvent être préparés par tout le monde.

Par ailleurs, l'exposé des motifs qui précèdent le décret montre bien qu'il concerne exclusivement les médicaments destinés à la médecine humaine : il a été rendu sur le rapport du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale (Le Ministre de l'Agriculture n'est pas intervenu). Il se réfère à la loi du 21 Germinal an XI, aux décrets des 18 août 1810 et 3 mai 1850, tous textes qui ne visent en aucune manière la pharmacie vétérinaire. Enfin le Conseil d'Etat a bien été appelé à donner son avis, mais le Comité Consultatif des Epizooties n'a pas été entendu.

Donc, sans aucun doute, le préparateur d'un médicament vétérinaire n'est pas astreint à en publier la formule. Quelle prime au charlatanisme : sur le conseil d'un empirique, d'un voisin, le possesseur d'un animal malade achètera un remède quelconque, une « panacée universelle », sans qu'il soit possible, à lui-même ou à un autre de savoir quel est seulement le fondement du traitement institué. Des propriétaires de bonne foi peuvent être trompés. Lors d'une récente épidémie de fièvre aphteuse un laboratoire de notre ville fut appelé à examiner un produit destiné au traitement de cette épizootie. Il s'agissait d'un liquide à appliquer sur les gencives de la bête malade au moyen d'une brosse qui était vendue en même temps. L'analyse révéla qu'il s'agissait d'eau distillée ! Intelligente application d'un grand principe médical : « D'abord ne pas nuire ». L'effet thérapeutique était attendu, non du médicament lui-même, mais du seul brossage.

Dans l'espèce suivante, un vétérinaire fut également trompé. Prié par le propriétaire de venir donner ses soins à six veaux *présumés* atteints de vers, il lui remit plusieurs paquets d'une poudre vermifuge avec une ordonnance indiquant la manière de l'administrer. Aussitôt après l'ingestion de cette préparation, l'état des veaux empira et, malgré les soins du vétérinaire appelé, deux veaux moururent et les quatre autres les jours suivants ; l'expert commis par la justice a trouvé dans les intestins des animaux des sels d'antimoine à dose beaucoup trop élevée, ce qui suffit pour expliquer

une intoxication mortelle, ce phénomène a sa cause évidente dans l'usage d'une poudre vermifuge qui ne semblait pas destinée à ces jeunes ruminants, non encore sevrés, alors que la décomposition du lait dans leur appareil digestif devait augmenter la solubilité des sels d'antimoine.

« Attendu, enfin que la Cour déduit de ces circonstances que D (le vétérinaire) a commis l'imprudence grave de fournir à son Client, avec une ordonnance, *une poudre dont il ne connaissait pas la composition...* elle a pu légalement rendre D... responsable de la mort des veaux du fermier A (Cassation Req. 24 juin 1925. S. 25. I. 214. D. 25 H. 556).

**

Et après le remède secret, nous arrivons à une partie plus délicate de notre étude. Ici il est bien difficile de parler de l'intérêt supérieur de la science, ou de l'élevage, ou même des commodités des petits fermiers. Il est curieux de constater combien on prend l'intérêt des « petites » gens, quand cela profite à ceux justement qui leur portent cet intérêt.

Il n'est pas douteux qu'il est avantageux, aussi bien pour un homme qui souffre que pour le propriétaire d'un animal malade d'obtenir où qu'il se trouve, le médicament qui procurera la guérison ou tout au moins l'atténuation de la douleur.

Sous quel mobile agissent les fabricants de spécialités « exclusivement réservées à MM. les Vétérinaires » ? Et ceci n'est pas une vue de l'esprit. Il n'est que de consulter quelques minutes les revues et journaux, même à haute tenue scientifique, qui sont con-

sacrés à l'Art vétérinaire. Des laboratoires importants, fournissant par ailleurs les pharmaciens pour d'autres articles, n'hésitent pas à assurer MM. les vétérinaires de leur exclusivité. Ainsi donc le fermier devra revenir chez le vétérinaire, non pas pour une nouvelle consultation, mais pour lui acheter un médicament qu'il ne peut se procurer chez aucun pharmacien, ni même faire préparer puisque la formule de la préparation peut légalement être absente et le sera généralement. Le même reproche avait déjà été adressé avec juste raison aux laboratoires qui approvisionnaient les médecins-propharmaciens de médicaments portant une marque spéciale, que seuls prescrivaient des propharmaciens et que ces laboratoires ne vendaient qu'à eux. Si bien que le malade, soigné par un propharmacien qui lui avait prescrit et vendu un médicament, ne pouvait se procurer à nouveau ce produit, autre part que chez le propharmacien en cause. Cette « turpitude » (car je ne pense pas qu'on puisse camoufler d'une intention avouable un abus aussi intolérable) a été enfin interdite, en médecine humaine par le décret-loi du 17 juin 1918. Il reste à y mettre fin pour les médicaments vétérinaires. Ce n'est plus la souffrance d'un homme qui est en jeu, mais c'est toujours son argent.

« La volonté très nette du législateur a été de séparer les professions de médecin et de pharmacien, tant dans un but moral que dans l'intérêt du malade » (2). Le but moral se retrouve intact en matière vétérinaire.

(2) R. Martin Claude, Avocat à la Cour d'Appel de Paris. L'exercice de la Propharmacie, in *Bulletin du S.G.R.* de juillet-août 1939.

Nous signalons volontiers une manifestation de cette « decence » professionnelle dans l'article 15 du projet de loi rapporté par M. Vincent à la session Parlementaire de 1910 (3). « L'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste, d'une sage-femme ou d'un vétérinaire doit être rédigée de manière à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies ».

Au terme de cette étude, nous allons examiner une fraude permise par le caractère de liberté absolue laissée au commerce des médicaments destinés aux animaux.

S'il suffit en effet d'un flacon de sirop de baume de Tolu soit revêtu d'une étiquette (ou même simplement d'une contre-étiquette qui peut être très discrète) portant la mention « Usage vétérinaire » pour être vendu librement par tous les épiciers, marchands ou autres fournisseurs de la clientèle des fermiers, la tentation est facile pour le vendeur de déclarer : « C'est le même sirop de tolu que le pharmacien vend pour les malades : « On ne voit d'ailleurs pas ce qui empêcherait le débitant d'ajouter sur son étiquette « Conforme au Codex ». Déjà l'Instruction générale concernant l'Inspection pharmaceutique, appelait l'attention des Inspecteurs lorsqu'ils visitent les dépôts des médicaments existant chez les empiriques : « (Le Service d'inspection) devra rechercher en outre, si sous le couvert du commerce

(3) Rapport n° 5664 annexé au procès-verbal de la Chambre des Députés de la 2^e Séance du 6 février 1919.

« des produits vétérinaires, l'assujetti ne se livre pas
« au trafic illégal des produits pharmaceutiques, tom-
« bant ainsi sous le coup de la loi du 21 Germinal
« an XI ».

L'examen d'un cas particulier montrera mieux encore l'existence réelle du danger. Le sieur Pourlier, grainetier à Sens, était poursuivi pour avoir vendu des comprimés d'aspirine des Usines du Rhône, sans être muni du diplôme de pharmacien. Pour sa défense, P. alléguait qu'il détenait ces comprimés en vue de la vente pour l'usage vétérinaire et aussi pour la conservation des fleurs coupées, ce dernier chef n'a pas retenu d'ailleurs l'attention des juges.

Le Tribunal (4) a estimé que « de l'étiquette et du
« prospectus des comprimés d'aspirine du Rhône, il
« résulte que ces comprimés constituent une composi-
« tion pharmaceutique contre les névralgies, les mi-
« graines, les gripes et les rhumatismes ; qu'il est
« également indiqué que la quantité de comprimés à
« prendre varie suivant les indications du médecin,
« qu'il s'ensuit sans aucun doute que les comprimés
« d'aspirine du Rhône sont employés et dosés de fa-
« çon à pouvoir servir de médicament dans un but
« curatif et que cela suffit, même s'ils étaient em-
« ployés en médecine vétérinaire, pour que la vente
« en soit interdite aux personnes non munies du di-
« plôme de pharmacien. »

En conclusion de l'analyse qu'il donne de ce juge-

(4) Tribunal Correctionnel de Sens, 9 décembre 1925. *Annales de la Propriété Industrielle, Artistique et Littéraire*, Paris, 1928, pages 223 à 227, avec une note de P. Bogelot, Avocat à la Cour de Paris (Voir annexe n° 5).

ment, M^e Bogelot déclare : « Nous ignorons si cette
« substance (l'aspirine) est souvent employée pour les
« animaux, mais elle peut l'être et s'il ne résultait pas
« des débats que le prévenu avait vendu réellement
« pour la destination humaine, nous croyons que la
« décision aurait dû relaxer au lieu de condamner ».

Etudions donc l'analyse de M^e Bogelot.

En premier lieu, selon lui : « L'aspirine des Usines
« du Rhône, qu'elle se présente sous la forme du vrac
« ou sous la forme de comprimés, est un corps chi-
« mique défini, et sa division, en quantité si infime
« soit-elle, ne lui fera jamais perdre son caractère de
« drogue simple ».

Nous ne pouvons suivre ici l'éminent avocat à la Cour d'Appel de Paris. La forme « comprimé » constitue par elle-même une préparation pharmaceutique. Ici tous les auteurs sont unanimes ; le Professeur Astruc, dans son traité de Pharmacie galénique, écrit (5) : « *Les formes galéniques* qu'il nous reste à étudier ont
« une constitution essentiellement variable : ...6°
« *Comprimés*. Les comprimés sont des médicaments
« ayant la forme de tablettes et obtenus par compres-
« sion méthodique de substances médicamenteuses au
« moyen d'appareils spéciaux. Par médicament ga-
« lénique, on entend la forme revêtue par les substan-
« ces *simples*, ou composées, sous laquelle elles peu-
« vent être administrées aux malades ».

Le Professeur Gérard est du même avis : « Formes

(5) Deuxième Edition, 1928, chapitre IV.

« pharmaceutiques complexes, employées pour l'usage interne... XI. Médicaments comprimés » (6).

Enfin le Codex déclare : « Les comprimés médicamenteux sont des *préparations* » (7). Or l'article 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777 fait défense aux épiciers de « fabriquer, vendre et débiter aucuns sels, compositions ou *préparations* entrantes au corps humain en forme de médicaments », et l'article 7 du même règlement prévoit la visite domiciliaire en vue de réprimer la fabrication et le débit sans permission « des drogues ou compositions chimiques, *galéniques*, pharmaceutiques ou officinales ».

Contrairement à ce que paraît croire M. Bogelot, le conditionnement en tubes et l'habillage du dit tube ne sont qu'accessoires puisqu'ils pourraient très bien s'appliquer à tout autre chose qu'à des médicaments (bonbons par exemple)...

L'analyste reproche ensuite au jugement de n'avoir pas constaté que les dits comprimés avaient été *vendus* pour l'usage de la médecine humaine, ou tout au moins qu'ils étaient *détenus en vue de la vente*. Or, il est déclaré expressément dans le corps du jugement (6^e alinéa) : « Attendu que, vainement pour sa défense, P... prétend « qu'il détenait ces comprimés en vue de la vente pour l'usage vétérinaire, et pour la conservation des fleurs coupées ». Le prévenu a donc bien reconnu que la détention avait la vente pour but, seule la destination du remède était en discussion.

(6) *Précis de Pharmacie galénique*, 3^e Edition, Paris, 1922, chez Maloine, p. 385.

(7) *Codex* 1937, p. 231, tome II.

Enfin M. Bogelot déclare que « le droit de soigner
« librement les animaux entraîne *par voie de consé-*
« *quence*, la liberté de vendre les remèdes vétérinai-
« res et de les préparer, sous la seule exception des
« remèdes contenant des toxiques ».

Ici la logique même est en défaut. A l'époque du délit la médecine vétérinaire était encore libre (sauf pour le traitement des maladies contagieuses); mais on avait déjà signalé l'inconvénient qui peut résulter pour la santé publique de la libre circulation de médicaments destinés en principe à la médecine vétérinaire, mais, qui étant de leur nature, identiques aux médicaments destinés à la médecine humaine, offrent les mêmes dangers, multipliés par le fait que les quantités employées sont beaucoup plus fortes lorsqu'il s'agit de soigner les grands animaux.

Ce point de vue a été remarquablement mis en lumière dans l'exposé du pourvoi en cassation qui a donné lieu à l'arrêt déjà cité du 17 juillet 1867 et auquel nous faisons un important emprunt.

« Ce serait une erreur que de penser qu'il n'y a pas
« plus d'inconvénient à laisser entièrement libre la
« pharmacie vétérinaire que la médecine vétérinaire.
« Il n'en serait ainsi que *si les médicaments destinés*
« *aux animaux étaient d'une nature différente de*
« *ceux destinés aux hommes*, mais on sait que les mé-
« dicaments, qu'ils soient destinés aux hommes ou
« aux animaux, sont composés avec les mêmes sub-
« stances et qu'ils ne diffèrent que par la quantité des
« doses. Il était donc, comme on le voit, important de
« soumettre les uns et les autres à la même police, à

« la même surveillance et aux mêmes garanties dans
« l'intérêt de la salubrité publique. La loi de Germin-
« nal, qui a voulu prévenir la fabrication et la vente
« clandestine de tous les médicaments, n'aurait pas
« atteint son but si elle avait laissé une entière liberté
« à la fabrication et à la vente de ceux destinés aux
« animaux, car ceux qui se livreraient à ce commer-
« ce auraient le droit d'avoir et de détenir toutes les
« substances qui entrent dans la préparation des mé-
« dicaments, et il leur serait très facile de se livrer
« clandestinement à la fabrication et à la vente de
« ceux destinés aux hommes ».

Dans le compte rendu de l'arrêt, nous lisons au Dal-
loz (1868.1.84) : « Avec la doctrine de l'arrêt attaqué
« ne sera-t-il pas très difficile de faire observer à l'é-
« gard des épiciers et droguistes, la défense que leur
« fait la loi de Germinal, art. 33, de vendre aucune
« préparation ou composition pharmaceutique, à pei-
« ne de 500 frs d'amende ? Si toute personne peut dé-
« tenir ou vendre ces compositions ou préparations,
« sous prétexte qu'elles sont exclusivement destinées
« à la médication des animaux, les épiciers et dro-
« guistes auront manifestement le même droit et alors
« que devient la prohibition dont on vient de par-
« ler ? »

★★

Le jugement du Tribunal correctionnel de Sens a donc fait une exacte application des principes. Tout au plus peut-on lui reprocher d'avoir déclaré que « même s'ils étaient employés en médecine vétérinai-

« re », la vente des comprimés d'aspirine était interdite aux personnes non munies du diplôme de pharmacien.

Il aurait été plus exact de dire, en substance : « Des indications thérapeutiques portées tant sur l'étiquette que sur le prospectus et de la posologie généralement admise, il ressort indiscutablement qu'il s'agit d'un médicament destiné à la médecine humaine et ce caractère suffit à en interdire la vente par un non-pharmacien, alors même que ce produit serait susceptible *par sa nature*, d'être utilisé également en médecine vétérinaire ».

Il en eût, sans doute, été tout autrement, si on avait saisi un tube de comprimés d'aspirine portant la seule indication « Médicament pour l'usage vétérinaire » sans aucune indication de thérapeutique et de posologie humaines. La destination, au moins apparente, n'aurait plus alors été douteuse.

Mais l'observation faite plus haut à propos du sirop de tolu soi-disant d'usage vétérinaire, demeure entière. Il est très facile de tourner la loi... légalement !...

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS

Nous avons essayé de dégager les grandes lignes de la pharmacie dite vétérinaire et de mettre en lumière les inconvénients multiples que présentent les solutions actuellement données aux problèmes posés par la nécessité de donner au cheptel français des soins rapides et éclairés. La collaboration la plus étroite et la plus cordiale devrait être la règle des rapports entre vétérinaires et pharmaciens. Malheureusement « les intérêts privés entrent en conflit et au détriment de l'intérêt général que chacun, d'ailleurs, se targue de défendre » (1). Il est cependant nécessaire que les praticiens de nos deux professions ne se laissent pas guider UNIQUEMENT par l'intérêt matériel. Il faut mettre de l'ordre là où le désordre s'est installé, il faut comprendre que les animaux malades ne constituent pas seulement une « mine à exploiter », qu'ils n'ont pas été créés pour la seule augmentation des ressources des vétérinaires et des pharmaciens, mais que ces derniers sont en quelque sorte « au service de la maladie ».

(1) Rapport de M. Vincent. Chambre des Députés. Annexe au P.V. de la séance du 16 avril 1920.

Après que la Révolution eût aboli jurandes et maîtrises (loi des 2-17 mars 1791) ouvrant à tous l'accès de toutes les professions et bien que cette liberté eut été tempérée par l'obligation pour les intéressés de se soumettre aux règlements de police existants ou futurs, les abus que provoquèrent ce régime de liberté nécessitèrent le retour quasi immédiat (loi des 14-17 avril 1791 relative à l'exercice de la pharmacie) au régime antérieur en attendant qu'une législation nouvelle fut élaborée.

En matière de pharmacie vétérinaire, on passe par une phase analogue. Les dangers que faisaient courir la manipulation et la circulation des toxiques destinés aux animaux étaient si évidentes, qu'ils furent, dès le milieu du siècle dernier rendus au monopole des pharmaciens. Il faut maintenant achever l'œuvre entreprise, remettre toute la pharmacie aux pharmaciens. D'abord parce que — nous le disions en commençant — la science et la technique de la préparation des médicaments sont indépendantes de leur destination, humaine ou animale, et que les drogues simples qui servent de point de départ sont les mêmes.

Par ailleurs, et sans méconnaître la haute valeur de l'enseignement donné aux futurs vétérinaires, dans nos Ecoles Nationales, il est hors de doute que les études proprement pharmaceutiques n'en constituent qu'une faible partie. L'ensemble des études de physique et chimie médicales, de pharmacie et de toxicologie ne constitue que l'une des douze chaires des Ecoles vétérinaires, à côté d'un enseignement magistral et clinique très développé dans tout ce qui touche

l'anatomie, la physiologie et la pathologie animales, la zootechnie, l'industrie et le contrôle des produits d'origine animale.

Quelques vétérinaires n'hésitaient cependant pas à réclamer l'exercice total de la pharmacie en tout ce qui touche les soins à donner aux animaux. Dans sa thèse consacrée au « Droit des vétérinaires à la détention et à la vente des substances médicamenteuses toxiques » (2), le Docteur Nicodème n'hésite pas à revendiquer le droit à la liberté absolue de la pharmacie, même pour les toxiques, même lorsqu'il existe un pharmacien sur les lieux.

Le Professeur Porcher, Directeur de l'Ecole Vétérinaire de Lyon, dans sa « Nouvelle Législation des substances vénéneuses; application aux vétérinaires », déclare très judicieusement : « En voulant en appeler au Parlement pour obtenir le libre exercice de la pharmacie par les vétérinaires, ne cacheraient-on pas la pensée de vouloir le monopole de la pharmacie vétérinaire aux vétérinaires ? Il serait fâcheux pour les vétérinaires, pour leur dignité professionnelle, qu'on les accusât de mercantilisme, en les voyant réclamer avec quelque rudesse, le libre exercice de la pharmacie, en présence même d'un pharmacien ».

Pendant que la Commission de la Chambre des Députés étudiait le projet qui est devenu la loi du 17 juin 1938, M. Bazin, député, avait déposé le 22 mai 1937 un amendement (3) tendant à intercaler, dans l'arti-

(2) Paris, Alfort, 1926.

(3) Voir Rapport n° 2562, annexé au P. V. de la séance du 8 juin 1937, Annex n° 6.

cle 1^{er}, après le mot « médecine » les mots « la pharmacie ». L'article en question serait ainsi devenu : « Sont seules autorisées à exercer la médecine, la « pharmacie et la chirurgie des animaux, les person-
« nes de nationalité française, munies du diplôme
« d'Etat français de vétérinaire ou du diplôme d'Etat
« français de docteur vétérinaire ».

Quels que soient les considérants invoqués (voir ci-après en annexe) cet amendement, qui n'a d'ailleurs pas été discuté en séance publique, est révélateur d'un état d'esprit qu'il importe de modifier. A l'heure actuelle il semble cependant qu'on soit arrivé à une meilleure compréhension des choses (Echanges de vue entre les représentants des deux professions au sujet des dérogations à la législation des substances vénéneuses, pour les médicaments d'usage vétérinaire ne contenant que de faibles doses de toxiques).

Après le procès fait aux empiriques en matière de médecine vétérinaire (4), il paraît difficile de maintenir leur existence en pharmacie. Il importe, étant donné les inconvénients manifestés que nous avons soulignés dans cette étude, que les groupements pharmaceutiques amènent le Parlement à mettre fin à une situation anachronique. Un effort extrêmement sérieux a déjà été fait dans ce sens par notre confrère, M. le sénateur Vincent. Du rapport très documenté qu'il

(4) Voir supra, page 14 (renvoi 6) et Aragon. Les vétérinaires devant l'opinion (Vigot, Paris 1937) : « On ne saurait contester que « cet empirisme légal préjudicie, sous tous les rapports, non seulement aux vrais praticiens, mais encore à l'élevage; car, ainsi « que l'a écrit Claude Bourgelat, fondateur de l'enseignement vétérinaire : le demi-savoir, dans l'art de guérir, est communément accompagné d'une audace qui n'est et ne peut être que « meurtrière. »

avait établi — alors qu'il était député — au nom de la Commission de l'Hygiène (5), nous extrayons le passage suivant : « Votre Commission a pensé que, même en ce qui touche les substances médicamenteuses non vénéneuses, il est inadmissible de permettre au public de se les procurer n'importe où, sous prétexte qu'elles sont destinées aux animaux.

« S'il en était ainsi, autant vaudrait décider que le diplôme de pharmacien est inutile; si on juge inutile la garantie du diplôme, la loi disparaît. Si, au contraire, on la considère comme nécessaire, il n'est pas admissible de fournir au public des moyens et des intermédiaires pour la tourner. La grosse objection faite à cette manière de voir, est que les vétérinaires tirent des ressources importantes de la vente des médicaments et qu'on va les priver de ces ressources.

« En réalité, il n'y a qu'une partie de ces ressources qui disparaîtra avec le texte qui vous est proposé; ils récupéreront d'ailleurs facilement ces pertes par la disparition des empiriques. Ces derniers, mis dans l'impossibilité de vendre des médicaments, vente qui constitue le plus clair de leur bénéfice, renonceront à exercer leur métier ».

Quant à la pharmacie vétérinaire, elle se défend aussi mal que la pharmacie en médecine humaine.

L'instruction générale concernant l'inspection pharmaceutique, qui est en quelque sorte un document officiel, n'hésite pas à le reconnaître. « Lorsque la loi de

(5) Chambre des Députés. Rapport n° 717, annexé au P.V. de la séance du 16 avril 1920.

« Germinal a été promulguée, ce privilège (celui de
« l'art. 27 — propharmacien) accordé aux médecins
« de campagne répondait à un intérêt général. A cette
« époque les pharmaciens établis dans les localités
« peu importantes étaient encore plus rares qu'au-
« jourd'hui; rares étaient aussi les routes et chemins
« praticables. Il en était de même des moyens de
« transport. Les communications par suite étaient lon-
« gues et difficiles. Le médecin cumulant les deux pro-
« fessions pouvait à cette époque rendre à ses malades
« des services réels. Aujourd'hui, au contraire, les fa-
« cilités de communication et de locomotion rendent
« bien peu nombreux les cas dans lesquels l'exercice
« de la pharmacie par le médecin répond à une né-
« cessité » (6).

De notre côté sachons donner à la pharmacie d'of-
ficine le prestige auquel elle a droit. Nous ne pourrons
d'ailleurs le faire que d'accord avec les médecins et
les vétérinaires. Parmi ces derniers une voix bien au-
torisée signale le danger et la nécessité d'y porter re-
mède. Le Professeur Leclainche, Inspecteur général
des Ecoles vétérinaires, membre de l'Institut, dans sa
magistrale « Histoire de la Médecine Vétérinaire » (7)
déclare : « Aux vieilles médications, précises dans
« leurs indications et fidèles dans leurs effets, s'est
« ajoutée ou substituée une polypharmacie débordan-
« te, presque uniquement basée sur la réclame (8),

(6) Page 30.

(7) *Office du Livre*, Toulouse, 1936, p. 776.

(8) « C'est par dizaines de millions de francs que se comptent
« les ventes annuelles des spécialités vétérinaires dans le monde
« et les neuf dixièmes de ces préparations n'ont aucune valeur.

« dont les excès ne peuvent manquer d'être gravement préjudiciables aux vétérinaires, comme ils le sont pour les médecins. Il est regrettable que ni les enseignants, ni les praticiens, n'aient compris que l'abus des spécialités pharmaceutiques diminue le rôle du praticien et prépare son élimination progressive ».

Si on veut d'ailleurs que le pharmacien reste cantonné dans son domaine, il faut qu'il puisse se livrer dignement à l'exercice de sa profession et que cesse la concurrence effrénée que se font entre eux les praticiens des villes, non par la qualité des produits et le « fini » impeccable des préparations, ce qui serait parfait, mais par l'avilissement des prix, ce qui est immoral et dangereux pour la santé publique. Il semble que des mesures radicales comme la limitation du nombre des officines et peut-être — sous réserve d'une étude plus approfondie de la question — l'établissement d'un tarif minimum obligatoire, seraient nécessaires. Moins encore que dans d'autres domaines nous souhaitons voir se développer ici l'emprise de l'Etat, qui se traduit toujours par un rendement à la fois médiocre et coûteux.

Public et praticiens paraissent d'accord pour conserver à l'organisation médico-pharmaceutique sa

« Cette forme d'empirisme, la plus dangereuse de toutes, est tolérée presque partout. Seule l'Allemagne a commencé une campagne dont on ne peut que souhaiter l'intensification. Déjà la réclame pharmaceutique ne peut être réprimée en médecine humaine, en raison des profits énormes qu'elle procure à la grande Presse. » (Leclainche, op. cité, page 776.)

souplesse actuelle qui ne peut être obtenue que par la liberté d'exercice de nos professions. Peut-être, comme le suggère dans un récent article, M. Lavire, président de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques, l'établissement d'un « pouvoir professionnel » dans le cadre de la représentation syndicale (9) permettrait de doter la pharmacie de l'organisme régulateur qui paraît nécessaire à son exercice normal. Il conviendrait, dans cette hypothèse, de sauvegarder « les droits de la personne » pour que celle-ci ne fut pas absorbée et détruite par le groupement syndical. Certaines mesures nécessiteraient sans doute l'intervention des pouvoirs publics, mais il conviendrait de réduire au minimum l'ingérence de l'Etat.

Reconnaissons qu'un grand bienfait a été retiré de l'interdiction du colportage : ce n'était d'ailleurs plus de l'individualisme, c'était l'anarchie. Peut-être l'ordre des Pharmaciens ou quelque chose d'analogue aurait pu intervenir plus vite que la loi.

Tout ceci demandera encore bien des efforts et ne sera obtenu que par bribes. Ce n'est pas une raison pour abandonner la lutte. Dès maintenant, sur le sujet qui nous occupe, un premier pas peut être fait, immédiatement. Pour que les vétérinaires ne nous reprochent plus notre incompetence — bien relative, d'ailleurs — en thérapeutique et posologie animales, que nos Maîtres des Facultés veuillent bien compléter dans ce sens leurs enseignements de Matière Médicale, de Pharmacodynamie et de Pharmacie. Qu'on fasse

(9) *In Le Pharmacien de France*, du 2 mai 1940.

en somme pour l'art vétérinaire ce qu'on a fait récemment pour la Phytopharmacie. N'obtiendrons-nous que ce résultat, nous aurions apporté notre pierre à l'édifice pharmaceutique de demain.

Vu et approuvé :

Le Doyen.

LUCIEN CORNIL.

Vu et accepté :

Le Président de la Thèse.

VIGNOLI

Vu et permis d'imprimer :

Le 8 Juin 1940.

Le Recteur de l'Académie d'Aix,

E. GAU.

ANNEXES

ANNEXE N° 1 (N° 8692)

Bulletin des Lois N° 475

Décret impérial sur l'enseignement et l'exercice de l'Art Vétérinaire (au Palais des Tuileries le 15 janvier 1813).

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse, etc., etc., etc...

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur; ,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit : ,

TITRE PREMIER. — *Formation des Ecoles Vétérinaires*

Art. premier. — Les Ecoles impériales vétérinaires sont portées au nombre de cinq et divisées en deux classes :

L'Ecole d'Alfort seule est l'école de première classe;

Les Ecoles de Lyon, de Turin, d'Aix-la-Chapelle et de Zutphen, département de l'Issel-Supérieur, sont écoles de deuxième classe.

...Cette Ecole (Alfort) étant surtout destinée à perfectionner l'enseignement des élèves qui auront terminé avec succès le premiers cours dans l'une de nos Ecoles impériales vétérinaires.

Art. 5. — L'enseignement dans nos Ecoles impériales vétérinaires a pour objet de former des maréchaux-vétérinaires et des médecins vétérinaires. Il se divise en deux cours : le premier cours commun à toutes les Ecoles..., le second cours réservé à l'Ecole d'Alfort.

Art. 6. — La première partie de l'enseignement désignée dans l'article précédent formera le cours nécessaire pour obtenir le brevet de maréchal-vétérinaire; ce cours sera de 3 années. La seconde partie d'enseignement désignée dans l'article précédent, formera le cours nécessaire pour obtenir le brevet de médecin-vétérinaire; ce cours sera de 2 années..

TITRE II. — De l'exercice de l'Art Vétérinaire en France

Art. 14. — Les médecins et maréchaux-vétérinaires sont exclusivement employés, par les autorités civiles et militaires, pour le traitement des animaux malades..

Art. 15. — Il pourra y avoir dans chaque chef-lieu de préfecture, si le préfet juge que cela soit utile, et d'après l'autorisation de notre ministre de l'Intérieur, un médecin-vétérinaire qui sera obligé d'y résider et qui recevra une indemnité annuelle de douze cents francs prise sur les fonds du département. Ce médecin-vétérinaire sera tenu de former un atelier de maréchalerie, de faire des élèves à des conditions fixées à l'amiable entre eux et lui. A la fin de la seconde année d'apprentissage, il délivrera à ses élèves un certificat de maréchal-expert. Ce certificat sera visé par le Préfet.

Art. 16. — Les villes chefs-lieux d'arrondissement pourront d'après l'autorisation du Préfet, accorder à un maréchal-vétérinaire qui sera obligé d'y résider, une indemnité annuelle de 800 frs prise sur les fonds du département : ce maréchal-vétérinaire sera assujetti aux mêmes conditions et jouira des mêmes avantages accordés au médecin-vétérinaire par l'article précédent. Les certificats de maréchal-vétérinaire qu'il délivrera seront visés par le sous-préfet.

Art. 17. — (Pour les villes qui ne sont pas chefs-lieux de département ou d'arrondissement, mêmes dispositions.)

ANNEXE N° 2

Trib. correctionnel Montpellier 20.6.1933

D. hebdo, 1933, p. 520

Constitue le délit d'exercice illégal de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux (fièvre aphteuse des bovins) le fait d'avoir lancé des prospectus et vendu un élixir pour le traitement préventif et curatif de la fièvre aphteuse. Il n'est pas nécessaire pour que l'infraction soit punissable que l'existence de la maladie ait été reconnue par l'autorité et que le Préfet ait pris un arrêté d'infection; il n'est pas davantage nécessaire que le vendeur du produit ait examiné les animaux alors surtout que le prospectus distribué, indiquant le mode d'emploi et les vertus du produit, constitue une véritable consultation.

Jugement

Min. Pub. c/ Véa

Le Tribunal,

Attendu que de l'enquête et des débats il résulte que dans le courant du mois de mars 1933, Véa Abella Don Francisco, représentant de commerce à Montpellier, a lancé dans divers départements, notamment dans le département de l'Hérault, environ 1.500 prospectus d'un Elixir antiglosopedico pour le traitement préventif et curatif de la fièvre aphteuse, qu'à l'aide de cette publicité il a vendu un certain nombre de caisses de ce produit, notamment à un sieur Roque, laitier à Montpellier et à un sieur Rigal, laitier à Mèze, dont les étables ont été effectivement déclarées affectées de fièvre aphteuse; que le prévenu n'est pas muni du diplôme de vétérinaire.

Attendu qu'il résulte des travaux préparatoires de la loi (Code rural) que le législateur a voulu empêcher l'immixtion des empiriques dans le traitement des maladies contagieuses et mettre fin à des pratiques néfastes pour

l'élevage, que par conséquent, il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait infraction punissable que l'existence de la maladie ait été reconnue par l'autorité publique et que le préfet ait pris un arrêté d'infection; qu'il n'est pas nécessaire davantage que le vendeur du produit ait examiné les animaux; que d'ailleurs en l'espèce la distribution des prospectus indiquant le mode d'emploi et les vertus du produit constitue une véritable consultation donnée aux propriétaires de bovins atteints de la fièvre aphteuse, que Véa a donc contrevenu à l'art. 12 du titre 7 du livre 1^{er} C. Rural et encourt les peines édictées par l'article 30 du même titre.

Attendu qu'il y a dans la cause des circonstances atténuantes.

Par ces motifs,

Déclare Véa Abella Don Francisco coupable d'avoir, dans le courant du mois de mars 1933, à Mèze et à Montpellier, n'étant pas pourvu du diplôme de vétérinaire, exercé la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux (fièvre aphteuse des bovins).

Le condamne à 100 frs d'amende...

Le tout par application des art. 12 et 30 du titre 7 du livre I^{er} C. Rural.

ANNEXE N° 3

[Extrait de l'] Ordonnance du Roi qui considère comme Drogues Médicinales les substances énoncées dans le tableau y annexé et assujettit les épiciers chez lesquels se trouvera quelque-une de ces substances au Droit de visite, maintenu par la loi du 23 juillet 1820.

(Ordonnance du 20 septembre 1820)

Vu le premier paragraphe de l'article 17 de la loi du 23 juillet 1820, relative à la fixation du budget des recettes de 1820, lequel paragraphe est ainsi conçu :

« Continueront également d'être perçus les droits éta-

« blis par l'article 16 des lettres patentes du 10 février
« 1780 et par l'article 42 de l'arrêté du gouvernement du
« 25 thermidor, an XI, pour les frais de visite chez les
' pharmaciens, droguistes et épiceriers. »

« Ne seront pas néanmoins soumis au paiement du
« droit de visite les épiciers non droguistes chez lesquels
« il ne serait pas trouvé de drogues appartenant à l'art
« de la pharmacie. »

Voulant prévenir les difficultés qui pourraient résulter
de cette dernière disposition, si les substances qui doivent
être réputées drogues n'étaient pas nominativement dési-
gnées.

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier. — Les substances énoncées dans l'état
annexé à la présente ordonnance seront considérées com-
me drogues, et les épiciers chez lesquels il se trouvera
quelqu'une de ces substances, seront assujettis au paie-
ment du droit de visite, maintenu par l'article 17 de la
loi du 23 juillet 1820.

ANNEXE N° 4

Cassation 17.7.1867. *D.* 68.1.84. — *S.* 67.1.436

(cité par Mouillesaux de Bernières : *Le Régime Juridique
de la Médecine et de la Pharmacie vétérinaire*, p. 6.)

La Cour...

Attendu que les lois et ordonnances tant anciennes
que modernes, sur l'exercice de la médecine et de la
pharmacie, ont eu seulement en vue la conservation et la
santé de l'homme; que la profession vétérinaire pouvant
être exercée librement par toute personne sans aucune
condition d'étude ou de diplôme, il est naturel d'accorder
la même liberté à la préparation et à la vente des médi-
caments destinés aux animaux; qu'en effet, aux termes

de l'article 32 de la loi du 21 Germinal, les pharmaciens ne pouvant délivrer de préparations médicamenteuses ou drogues composées que sur la prescription d'un Docteur en médecine ou en chirurgie ou d'un officier de santé, il en résulterait, si la vente des médicaments destinés aux animaux n'était permise qu'aux seuls pharmaciens, que la médecine vétérinaire deviendrait impossible pour les vétérinaires non brevetés; qu'il s'ensuit de là, qu'en reconnaissant à celui qui exerce la médecine vétérinaire le droit de préparer et de débiter des compositions médicamenteuses pour les animaux lorsque les préparations ne contiennent aucune des substances portées au tableau annexé au décret du 8 juillet 1850 et en déclarant mal fondée l'action des demandeurs en cassation, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi. »

« Cet arrêt a rejeté le pourvoi formé contre une décision de la Cour de Caen du 28 août 1865, laquelle confirmait un jugement du Tribunal Civil d'Argentan du 27 mai 1863, duquel est extrait le passage suivant.

« Attendu, d'ailleurs, que s'il existe des études préparatoires de médecine vétérinaire, et des vétérinaires « ayant subi des épreuves de capacité offrant des garanties réelles, ces garanties ne sont pas assurément supérieures à celles que présentent les Docteurs médecins, « et qu'on ne s'expliquerait pas que le législateur en faisant un monopole en faveur des pharmaciens, de la « vente des substances vénéneuses pour l'usage médical, « ait fait pour les vétérinaires une exception qu'il n'aurait pas faite pour le Docteur médecin. »

Extrait de Nicodème. — Du droit des vétérinaires à la détention et à la vente des substances médicamenteuses toxiques.

(Thèse Paris-Alfort, 1926, page 25.)

ANNEXE N° 5

Circulaire du 30 décembre 1911 adressée par le Ministre de l'Agriculture aux Préfets des départements.

Paris, le 30 décembre 1911.

(Extrait de : Nicodème. Du Droit des Vétérinaires à la détention et à la vente des substances médicamenteuses toxiques, p. 61.)

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les instructions ci-après, relatives à la vente des médicaments pour l'usage vétérinaire.

Cette vente est libre. Toutefois l'ordonnance du 29 octobre 1846 interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien, la détention et la vente des médicaments vétérinaires contenant l'une des substances vénéneuses inscrites au tableau annexé à la dite ordonnance.

L'usage s'est cependant peu à peu établi de tolérer la détention par les vétérinaires, des dits médicaments et de permettre à ces derniers de les vendre à leur clientèle.

Il ne semble pas que cette manière de faire présente le moindre danger pour la santé publique, que l'ordonnance de 1846 a pour objet exclusif de sauvegarder.

Sur ce point, comme d'ailleurs sur un certain nombre d'autres les prescriptions rigoureuses sont donc tombées en désuétude.

Cette contradiction entre l'usage et les dispositions législatives formelles, ne pourrait, il est vrai, se prolonger sans inconvénients : aussi l'élaboration d'un texte mieux adapté aux exigences nouvelles, est-elle actuellement à l'étude.

En attendant, je vous serais obligé de bien vouloir attirer l'attention de MM. les Pharmaciens-Inspecteurs de votre département et les inviter à tenir compte de la tolérance admise à l'égard des vétérinaires, en ce qui con-

cerne la détention de médicaments contenant des substances vénéneuses destinées à être vendues par eux à leur clientèle.

J'ajouterai que le titre de « vétérinaire » n'appartient qu'à ceux qui possèdent le diplôme décerné par l'une de nos trois Ecoles Nationales Vétérinaires.

Le Ministre de l'Agriculture,
J. PAMS.

Pour ampliation :

*Le Directeur des Services Sanitaires
et Scientifiques et de la Répression des Fraudes,*
E. ROUX.

ANNEXE N° 6

Tribunal correctionnel de Sens, 9 décembre 1925. Ministère public et Syndicat des Pharmaciens de l'Yonne contre Pourlier.

Le Tribunal correctionnel de Sens, dans son audience après plaidoiries de MM. R. Friloux et Delar, avoués, a du 9 décembre 1925, sous la présidence de M. Sergent, et rendu le jugement suivant :

Attendu que Pourlier, grainetier à Sens, est poursuivi pour avoir, à Sens, en mai 1925, en tout cas depuis moins de trois ans, dans l'arrondissement de Sens, vendu de l'aspirine, produit pharmaceutique, sans être muni du diplôme de pharmacien;

Attendu que de la déclaration du Roi du 25 avril 1777 et de la loi du 21 germinal an XI, il résulte, d'une part, que la vente des drogues simples en gros est libre, mais que cette vente, au poids médicinal, c'est-à-dire en vue d'un emploi curatif, ne peut être faite que par une personne munie d'un diplôme de pharmacien;

Attendu que des mêmes textes de loi il résulte, d'autre part, que les pharmaciens seuls ont le monopole de la

vente des compositions pharmaceutiques entrant au corps humain en forme de médicament;

Attendu que les comprimés d'aspirine des Usines du Rhône ne sont pas une drogue simple, mais bien une préparation pharmaceutique qui prend ce caractère de ce fait que l'acide acétyl-salicylique, inscrit au Codex, s'y trouve réparti en prises dosées pour l'emploi dans un but curatif en réalisant les « sels, composition ou préparation entrant au corps humain en forme de médicament »;

Attendu que les comprimés d'aspirine du Rhône ayant le caractère d'une composition ou préparation pharmaceutique, Pourlier, qui n'est pas muni du diplôme de pharmacien, a commis en vendant ce produit une infraction aux lois de la pharmacie;

Attendu que vainement pour sa défense, Pourlier prétend qu'il détenait ces comprimés d'aspirine en vue de la vente pour l'usage vétérinaire et pour la conservation des fleurs coupées;

Attendu, en effet, que de l'étiquette et du prospectus des comprimés d'aspirine du Rhône, il résulte que ces comprimés constituent une composition pharmaceutique contre les névralgies, les migraines, les gripes et les rhumatismes; qu'il est également indiqué que la quantité de comprimés à prendre varie suivant les indications du médecin; qu'il s'ensuit sans aucun doute que les comprimés d'aspirine du Rhône sont employés et dosés de façon à pouvoir servir de médicament dans un but curatif et que cela suffisait, même s'ils étaient employés en médecine vétérinaire, pour que la vente en soit interdite aux personnes non munies du diplôme de pharmacien;

Attendu, dans ces conditions, qu'il y a lieu de faire à Pourlier application des dispositions des articles 25 et 36 de la loi du 21 germinal an XI et de l'article 6 de la déclaration du 25 avril 1877;

Vu les articles 25 et 36 de la loi du 21 germinal an XI et 6 de la déclaration du 25 avril 1877;

Faisant application desdits articles et des articles 194 du Code d'instruction criminelle et 25 du Code pénal;

Condamne Pourlier à 500 francs d'amende;

Et, attendu qu'il n'a jamais été condamné, dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine prononcée contre lui, dans les termes de l'article premier de la loi du 26 mars 1891;

Et statuant sur les conclusions de la partie civile;

Attendu que la Société syndicale des pharmaciens de l'Yonne s'est portée partie civile et a demandé des dommages-intérêts et le droit à des insertions;

Attendu que les agissements de Pourlier ont causé à cette Société un préjudice dont il lui est dû réparation; que le tribunal a les éléments suffisants pour fixer le montant de ce préjudice;

PAR CES MOTIFS,

Reçoit la Société syndicale des pharmaciens de l'Yonne partie civile intervenante;

Condamne Pourlier à payer à ladite Société la somme de 16 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé;

Dit qu'il n'y a pas lieu à ordonner des insertions.

ANNEXE N° 7

Projet de loi relatif à l'exercice de la médecine vétérinaire

Rapport N° 2.562, de M. Milton, annexé au procès-verbal de la séance du 8 juin 1937

Annexe

Amendement n° 2 présenté le 22 mai 1937 par M. Bazin

Article premier

Après le mot « Médecine », intercaler les mots « En pharmacie ».

Exposé sommaire. — Les diplômes d'Etat français de

vénérinaire ou de docteur-vétérinaire comportent la mention : « apte à la médecine, à la pharmacie et à la chirurgie vétérinaire ». Si ce mot de pharmacie n'était pas ajouté, les vétérinaires ne seraient plus autorisés à transporter des médicaments pour soigner les animaux appartenant à des propriétaires éloignés des communes dépourvues de pharmacien. Il est bien entendu que les droits des pharmaciens seraient sauvegardés puisque les vétérinaires ne peuvent pas tenir officines ouvertes.

BIBLIOGRAPHIE

(L'index analytique se trouve au bas des pages.)

- P.-M. ARAGON. — Les vétérinaires devant l'opinion (Vigot, Paris, 1937).
- BOSVIEL, DUFAU, RAZET et TORAUDE. — Législation française des substances vénéneuses (Vigot Frères, 1936) et supplément (1939).
- CODEx. — Editions de 1837, 1866, 1884, 1895, 1908, 1937.
- DORVAULT. — L'Officine. (Vigot Frères, Paris, 17^e édition, 1928).
- F. GÉNY. — Méthode d'interprétation et sources en Droit, privé positif (Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 2^e édition, 1919).
- Instruction générale concernant l'Inspection pharmaceutique (Ministère de l'Agriculture. Direction des Services sanitaires et de la Répression des fraudes. Imprimerie Nationale, 1922).
- « Journal Officiel ». — Débats parlementaires. Chambre des Députés. Séance du 28 janvier 1938, pp. 142 à 154. Sénat, séance du 31 mai 1938, pp. 572 à 580.
- LECLAINCHE. — Histoire de la Médecine vétérinaire (Vigot, 7^e édition, 1931).
- MOUILLESAUX DE BERNIÈRES. — Le régime juridique de la Médecine et de la Pharmacie vétérinaires. (*Dalloz*, 1930).
- NARODETZKI. — Le Remède secret (Librairie Générale du Droit et de Jurisprudence, Paris 1928).
- NICODÈME. — Du droit des vétérinaires à la détention et à la vente des substances médicamenteuses toxiques (*Thèse vétérinaire* Alfort 1926).

PERBEAU. — Code annoté du Vétérinaire (Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris 1939).

— Code de la Médecine et de la Pharmacie (*Recueil Sirey* 1926) et supplément 1930).

— Législation et Jurisprudence pharmaceutiques. I. Questions d'actualité (Baillière 1920). II. Nouvelles questions d'actualité (Baillière 1925).

RECUEIL de Médecine Vétérinaire publié par le Corps enseignant de l'Ecole d'Alfort (tome CXV, n° 11. *Journées vétérinaires* des 9, 10 et 11 juin 1939).

RENARD. — Le droit de la profession pharmaceutique (Librairie du *Recueil Sirey* 1924).

E. VINCENT. — Rapport sur les propositions de loi : 1° de M. Mille et de MM. Barthe et Lalanne sur l'exercice de la pharmacie. 2° de MM. Amédée Peyroux et Lefebvre du Préy, tendant à réglementer la vente des spécialités pharmaceutiques. N° 5664. Chambre des Députés : session de 1919.

— Rapport sur la proposition de loi de M. Emile Vincent et plusieurs de ses collègues sur l'exercice de la pharmacie. N° 717. *Chambre des Députés*. Session de 1920.

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
<i>Chapitre I.</i> — Régime Juridique en France de la Médecine Vétérinaire	11
<i>Chapitre II.</i> — Régime des Substances Vénéneuses et des préparations qui en renferment	29
<i>Chapitre III.</i> — Le Codex	43
<i>Chapitre IV.</i> — Vaccins et sérums destinés aux ani- maux	47
<i>Chapitre V.</i> — Le Remède secret. Moralité de la Pro- fession pharmaceutique. Médicaments destinés à la Médecine Humaine sous le couvert d'une pré- tendue utilisation en médecine vétérinaire	53
<i>Chapitre VI.</i> — Conclusions	65
Annexes.	75
Bibliographie.	87



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° °° IMPRIMEURS-ÉDITEURS °° °° °°

°° **42, QUAI GAILLETON, 42** °°

°° °° °° °° **LYON** °° °° °° °°



